

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
12 au 18 mars 1998



10,00 F

## Pas une voix pour les marchands d'illusions

**D**ÉBATS TÉLÉVISÉS, dossiers de presse quotidiens, affichages du Centre d'Information Civique, tout a été mis en place pour la célébration des élections régionales, doublées par endroits par des élections cantonales. La classe politique s'agite avec sa frénésie habituelle. Meetings, serrage de mains

sur les marchés, duels télévisuels, propagande tous azimuts, c'est à qui en fera le plus pour se faire remarquer, pour se faire élire.

L'arsenal habituel tourne à plein régime, les grandes manœuvres battent leur plein, la guerre des urnes va avoir lieu. Mais, malgré ce déploiement de forces électoralistes et journalistiques, il

place. Les politiciens, un peu gênés (si, si un petit peu), affectent de les entendre, ils les écoutent avec des mines dégoulinantes de compassion. Les sondages montrent que près des trois quarts de la population se sentent solidaires des revendications exprimées par ce qu'il est convenu d'appeler « le mouvement des chômeurs ». Comme les élections sont là, ceci explique cela. De là à penser que ces citoyens ayant pris goût à l'action directe se détournent résolument des isolements, voilà qui ferait froid dans le dos des professionnels de la politique politique.

### Rupture ou implosion

Tout n'est pas aussi simple malheureusement. Les centaines de milliers de gens qui étaient descendus dans la rue en novembre et décembre 1995 n'ont pas retrouvé, loin s'en faut, les chemins de la contestation qu'ils avaient empruntés, timidement il est vrai, deux ans auparavant. Pourtant, cette fois, il ne s'agit pas de refuser un plan Juppé qui appliqué depuis dans l'indifférence générale. Il est question maintenant de demander, d'exiger des moyens pour survivre. Il est question de dire non à l'insupportable situation qui est faite à plusieurs millions de nos concitoyens. Le problème est clair et concret et c'est peut-être ça qui bloque. Ce non à l'insupportable exige en retour des réponses concrètes, des perspectives claires. Toutes choses que l'ensemble du personnel politique est incapable d'apporter, toutes choses que le mouvement social n'est pas pour l'instant en mesure d'imaginer.

Il semblait clair après les mouvements sociaux de fin 1995 qu'il n'y avait aucune raison d'espérer qu'une quelconque alternative politique soit en capacité de répondre aux angoisses d'une population réduite à la défense d'acquis inéluctablement réduits en miettes par un capitalisme toujours plus arrogant.

Pourtant une majorité de la population continue de s'en remettre aux « politiques » pour gérer son quotidien. Bon nombre de militants politiques, syndicalistes ou associatifs investis dans les mouvements sociaux continuent à vailler que vaillent, en dépit des évidences, à s'en remettre à l'illusion électorale. C'est bien là tout le paradoxe de cette fin de siècle : plus personne ne se fait vraiment d'illusions, mais le système continue à tourner. Les intellectuels

pétitionnaires reprochent aux « politiques » de ne pas faire leur travail : voilà toute la réflexion qu'ils s'autorisent, quelle tristesse, quelle étroitesse d'esprit ! Les militants de gauche produisent des constats bien sentis sur les méfaits du capitalisme sauvage, comme s'il existait un capitalisme civilisé ! Les citoyens fatigués votent non, votent contre, votent sans y croire...

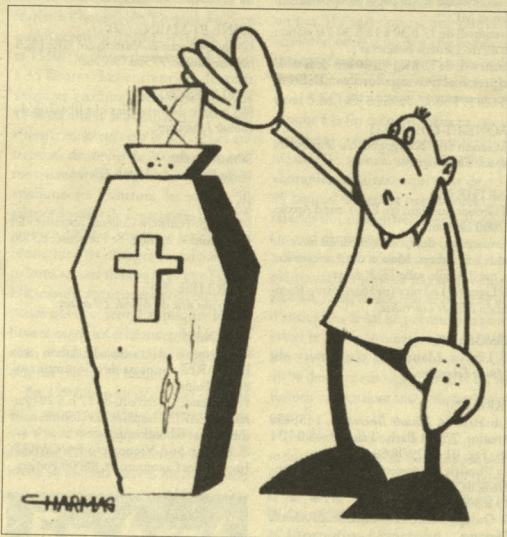
### Pour un autre futur !

Décidément les urnes sont bien le cercueil de toutes nos illusions. Même s'il est minoritaire le mouvement des chômeurs est porteur d'espoir en ce sens qu'il montre que les occupations, les réquisitions, la lutte sociale sont autrement plus efficaces que la loterie électorale. La lutte des chômeurs et des pré-

caires est d'essence profondément libertaire, elle ne pourra pas se satisfaire des promesses électorales, elle est condamnée à ouvrir des perspectives d'alternative sociale. Les totalitarismes fascistes ont ensanglanté le vingtième siècle, on commence à compter officiellement les cadavres produits par les totalitarismes marxistes. Il reste cependant un dogme qui semble indépassable : celui qui consiste à faire croire que la démocratie bourgeoise est la forme achevée de l'organisation sociale.

L'anarchisme offre un cadre idéologique et philosophique pour ceux et celles qui ne se résignent pas à subir l'exploitation. Il est grand temps de passer aux choses sérieuses, il faut agir au lieu d'élire !

Jérôme Varquez  
Groupe Albert Camus (Toulouse)



9<sup>e</sup> semaine de la presse dans l'école (15-17 mars 1998)

**Enseignants**  
Inscrivez-vous du 12 janvier au 6 février 1998 sur le 3614 EDUTEL, mot-clé PRESSE

ISSN 0026-9433 - N° 1114

M 2137 - 1114 - 10,00 F

FOP 2520



## SYMPA LE BARON SEILLIÈRE



**D**ÉPUIS 1974, LE VOLUME des richesses produites dans le monde a doublé pendant que le travail nécessaire à sa production baissait d'un tiers et que le chômage devenait massif. La réduction du temps de travail (R.T.T.) revient sur le devant de la scène européenne, particulièrement en Italie et en France.

Inspiré par la loi de Robien du 11 juin 1996, le gouvernement Jospin a élaboré une loi-cadre qui, de négociation en renoncement, a été votée le 10 février à l'Assemblée. En gros, voici ce qu'il faut retenir (cf M.L. n° 1105, 1109 et 1110) : le temps de travail sera réduit à 35 heures. Les entreprises devront s'engager à réduire le temps de travail de 10% au moins et à embaucher 6% des effectifs concernés par la R.T.T. Les entreprises de moins de 20 salariés pourront attendre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour appliquer les 35 heures, les plus de 50 salariés devront s'y contraindre dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Dans tous les cas, des réductions de charges sociales et des primes seront débloquées par l'État. Elles seront augmentées pour les entreprises qui décident d'appliquer les 35 heures avant les échéances fixées, mais aussi si elles décident de se diriger rapidement vers les 35 heures.

En 1999, une loi définitive inspirée de la mise en pratique des entreprises qui auront devancé les dates butoirs sera élaborée. Cette loi concerne essentiellement le secteur privé, même si une

étude est actuellement en cours de réalisation pour chercher à l'appliquer dans le secteur public.

## Où est le progrès social ?

Pour les salariés, le projet de R.T.T. va se matérialiser par des mesures sociales très concrètes mais dont on évalue encore mal la portée. Il y a d'abord l'introduction, pour les smicards, d'un double calcul (horaire ou mensuel) du S.M.I.C. selon que l'on travaille dans une entreprise appliquant les 35 heures ou pas. Il s'agit donc d'une nouvelle remise en cause d'un déjà chiche revenu interprofessionnel garanti pour tous, même si, selon le gouvernement, les deux S.M.I.C. équivaldront à la même somme à la fin du mois. Mais en ce cas, pourquoi créer cette « rémunération mensuelle minimum » ? Les heures « complémentaires » (qui vont de 35 à 39 heures) ne seront pas majorées aux salariés dont les entreprises signeront l'accord dès maintenant.

Pour autant, le coût des heures supplémentaires ne sera pas majoré aux patrons. Dans les accords de branche ou d'entreprise, la loi ne prévoit rien pour éviter le gel ou la renégociation vers les bas des salaires et des avantages. Or, 40% des accords signés avec la loi de Robien contenaient une telle remise en cause...

L'aménagement de la R.T.T. pourra se faire sous toutes les formes possibles, y compris à travers des jours de repos.

■ Le n°204 (mars 1998) d'Alternative Libertaire (Belgique) est sorti. Au sommaire (entre autres) : Le manifeste pour l'autonomie sociale ; La renaissance de la CNT ; Mai 68 - mai 98, l'alternative, c'est par où ? ; En débat : l'utopie est trop sérieuse pour la laisser aux anarchistes ; Castoriadis, le rebelle ; Polémique autour de Michel Onfray ; l'expérience antipatriarcale ; Dario Fo : le Nobel de littérature à l'esprit de résistance ; Et en supplément : la feuille de résistance de « Chômeur, pas chien ! ». En vente à la librairie du Monde libertaire ou par abonnement (chèque à l'ordre de Roger Noël), BP 103 à 1050 Ixelles 1 - Belgique (abonnement d'un an au prix spécial pour les lecteurs du ML, 150 F).

## loi cadre sur les 35 heures

# Un marché de dupes

Ceci étant négociable, il y a fort à parier que le patronat, en position de force, fera de ces jours de repos des avancées vers l'annualisation du temps de travail au gré des aléas du marché. Il faut aussi imaginer que les contrats à temps partiels, donnant souvent des salaires de misère, vont exploser sous la demande des entreprises qui bénéficient là d'un moyen peu onéreux d'augmenter la productivité tout en touchant les primes « R.T.T. ». Pour des raisons de place, je ferais l'impasse sur les montants faramineux des aides accordées aux entreprises et que tout le monde paiera, les travailleurs comme les chômeurs, sous la forme d'impôts directs ou indirects. Pour mémoire, le gouvernement a déjà prévu de débloquer 3 milliards en 1998-1999 pour financer la R.T.T., montant qui va forcément devenir colossal au fur et à mesure que l'on se rapprochera des dates butoirs des premiers janvier 2000 et 2002. En échange de ces primes (qui seront versées pendant 5 ans ou 6 ans selon les cas), l'entreprise doit conserver les nouveaux effectifs pendant deux ans au moins...

## État et patrons, même combat

Le patronat s'est aussitôt emparé de la perche tendue par la gauche plurielle pour renégocier des conventions collectives (banques, industrie sucrière, grands magasins) ou rogner de façon très significative sur les conditions de travail et de rémunération des salariés (cinémas, Générale des eaux...). Ces mouvements vont évidemment s'amplifier très vite. Mais pour autant, nous ne pouvons pas déduire, comme le font les syndicats et la gauche plurielle, le gouvernement de cette manœuvre. Sous couvert de lutte contre le chômage et sur fond de psychodrame pour le C.N.P.F., on va préciser, flexibiliser, diviser et abuser encore ceux qui travaillent ou cherchent à le faire. C'est la gestion des flux tendus appliquée non plus aux marchandises, mais aux hommes et aux femmes, qui se confirme. Le capitalisme est en surproduction, donc il baisse le temps de travail avec l'aide des gouvernants et en profite pour libéraliser (au sens économique) le monde du travail. C'est d'ailleurs tellement vrai que nombre

■ Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011.

■ le n°9 de la Faille (bimestriel anarchiste grenoblois) est sorti. Vous pouvez vous abonner pour 36 F les 6 n° à La Faille, B.P. 2301, 38 033 Grenoble 02 (chèque à l'ordre de LAP).

■ Le n° 7 de Spartacus, la feuille du groupe F.A. de Clermont-Ferrand, vient de sortir. Spartacus, c/o CNT-AIT, 9, rue Banier, 63000 Clermont-Ferrand (joindre un timbre).

d'entreprises ont déjà appliqué la loi de Robien et attendent avec impatience l'adoption courant avril de la loi Aubry. Le C.N.P.F. peut donc tempêter, c'est une opposition de principe sur des nuances qui séparent E.-A. Seillères de Jospin.

## L'expression d'un projet

Certains pourront voir dans ce rejet de la R.T.T. un simple positionnement critique. Il faut donc dire que c'est dans une perspective anarchiste que nous nous plaçons pour désavouer une loi qui ne menace en rien l'organisation sociale et économique dominante que nous cherchons à remettre en cause.

La gauche distribue de l'argent au patronat pour qu'il embauche ou ne débauche pas : c'est déjà ce que fait la droite en allégeant toujours plus les charges sociales des entrepreneurs. Où est l'innovation dans tout cela ? Si nous pouvons être heureux de travailler un peu moins, ce seul point ne doit pas cacher l'aspect rétrograde des mesures d'accompagnement de cette R.T.T. qui ne réglera évidemment pas le problème du chômage.

De deux choses l'une. Soit on estime que le capitalisme est globalement satis-

faisant et qu'il peut être amélioré ici ou là en restant fataliste face à tout ce que cette forme d'oppression implique (perdre sa vie à la gagner, misère, guerres, fascisme, racisme, oppression et hiérarchies de toutes sortes...). Le projet de R.T.T. s'insère dans cette pensée d'aménagement du capitalisme.

Soit on estime que le capitalisme, libéral ou conforté par l'étatisme, a déjà fait les preuves de sa nocivité pour l'humanité et alors on cherchera à l'abattre ; cela passe par un rejet des mesures qui confortent la précarité et la richesse au détriment de la répartition et de la justice sociale.

Partout où nous travaillons ou nous cherchons à remettre en cause. Soit on estime que le capitalisme, libéral ou conforté par l'étatisme, a déjà fait les preuves de sa nocivité pour l'humanité et alors on cherchera à l'abattre ; cela passe par un rejet des mesures qui confortent la précarité et la richesse au détriment de la répartition et de la justice sociale.

Un projet de société solidaire, égalitaire et libertaire. Choisis ton camp, camarade !

Daniel (groupe de Nîmes)

## Entourés par le silence

Ce n'est pas un joli conte de fées que je tiens à raconter ici. Mais je pense que toute personne qui se réclame de sang rouge et d'esprit libre doit savoir ce qui se trame dans notre dos.

En date du 7 janvier, dans une petite banlieue de la région parisienne, Gustave Kokou, étudiant d'origine togolaise, ne sait pas encore qu'il est en train de vivre les derniers moments de son existence. Gustave est inscrit à l'université Paris I - Panthéon Sorbonne, à l'U.F.R. de Tolbiac. Il est connu par tous comme un pacifiste convaincu, grand amateur de philosophie bouddhiste, et il est très apprécié de son entourage.

Gustave rencontre une des connaissances, David, qui est lui nettement moins sage. C'est un petit délinquant, qui a fait pas mal de coups fourrés, et qui sait jouer de la lame. Mais il s'entend bien avec Gustave et lui propose de le ramener en voiture jusqu'à l'U.F.R. de Tolbiac. Seulement, David doit auparavant déposer sa petite amie chez elle.

La belle-famille de David ne lui est pas inconnue. Le frère de sa bien-aimée, Antoine B., est un militant F.N. notoire, dont le père, après s'être illustré dans l'agression verbale de familles magrébines résidant dans la commune, est le jour des faits en séjour dans un établissement pour soins psychiatriques. Antoine et David se connaissent pour s'être opposés l'un à l'autre lors de bastons qui ont mal tourné dans le coin. Ce jour-là, Antoine aperçoit David accompagnant sa sœur. Très vite le ton monte.

À un moment précis, l'agacement d'Antoine est à son comble. Il monte dans sa chambre où trône un superbe drapeau nazi, se saisit d'une arme à feu, et redescend régler ses comptes avec David. Gustave est alors aux côtés de David. Ils prennent chacun une balle au niveau du thorax. Gustave et David s'écroulent. Alors Antoine s'approche et les achève l'un après l'autre, à bout portant, en visant la tête...

La première personne qu'Antoine aurait contacté après avoir réalisé son acte, ce n'est ni un parent, ni les autorités... mais le directeur F.N. local. Ses premiers mots auraient été : « J'ai fait une boulette... » Cette dérisoire et stupide expression d'Antoine, « boulette », n'arrive pas à faire réellement sourire. Je ne pense pas que cette humeur soit du goût de la famille et des amis de Gustave.

Cela s'est passé le 7 janvier 1998. Pourtant... aucun journal ne dévoile l'affaire. Seul un article du *Canard enchaîné* rompt enfin le silence, dans la troisième semaine de février.

Pourquoi tant de silence ? Pour cause d'élections imminentes ? Pourquoi nous cacher une vérité qui nous montre des réactions d'hostilités rivalisant en gravité avec les guerres de gangs aux États-Unis à quelques kilomètres de Paris ? Comme Gustave, combien d'autres Rodney King meurent tous les ans sous les balles des partisans de Le Pen et Mégret sans que nous n'en sachions rien ?

Chrystov

## En bref

# Papon ou de la continuité de l'État (4)

CINQ MOIS DÉJÀ SE SONT écoulés depuis le début de ce procès et il faut remarquer que, pour un homme de 88 ans, Papon fait preuve d'une alacrité d'esprit et d'un sens de la dialectique tout à fait étonnant. Mais en même temps, les contradictions s'avivent par rapport à ses premières déclarations et les révélations promises ne s'avèrent être que des pétards mouillés.

Le 26 août 1942 part le deuxième des 8 convois examinés par la Cour d'assises (1). C'est le plus dramatique, celui des enfants. En effet, dans le cadre des Accords Oberg-Bousquet (2), seuls sont normalement - si l'on peut dire... - concernés par les mesures de déportation les juifs étrangers, âgés de 16 à 45 ans. Or sur les 443 déportés qui partiront, on décompte 186 français et 81 enfants, dont beaucoup ont moins de 5 ans. Pour ces derniers, Papon cherche à se défausser de sa responsabilité sur le grand rabbin Cohen. Nombre d'entre eux ont vu en effet leurs parents déportés par le premier convoi, et ont été placés chez des gardiens par la préfecture « avec l'accord du grand rabbin », soutient Papon. Et lorsque le président lui demande qui a procédé à cet « odieux ramassage », il répond avec un art consommé de la litote « La préfecture n'a pas donné d'ordre, mais une information, qui consistait à transmettre l'ordre des Allemands. »

Pierre Garat, le chef du Service des questions juives et subordonné direct de Papon, va se rendre à Drancy avec le convoi, et son rapport, au retour, tire la sonnette d'alarme. Les critères de nationalité, de sexe et d'âge ne sont qu'un paravent face à l'atroce réalité. Plaque tourmente de la déportation des juifs en provenance de toute la France, zone libre comme zone occupée, et à « destination de l'Est », Drancy « doit fournir aux autorités allemandes trois trains de 1 000 juifs chaque semaine ». Si chaque lieu de départ peut remplir son « quota » en fonction des critères retenus par les accords, tant mieux, dans le cas contraire on complètera « avec le tout-venant ». C'est la mise en route de la solution finale et le gouvernement de Vichy en est le complice actif.

## Papon a toujours été du côté des oppresseurs

Parmi les témoignages des victimes, le plus fort est celui de Léon Zyguel, âgé de 15 ans au moment des faits, parti pour Auschwitz par le convoi n° 35 : 1028 déportés, 23 « revenants » en mai 1945. « Ce fut le train de la mort, les camps de la mort, la marche de la mort » jeune et robuste, il ne sera pas gazé à son arrivée mais travaillera dans l'immense complexe pétrochimique de I.G. Farben : durée de vie programmée à six mois. Grâce à sa constitution physique et la solidarité de ses camarades - il va faire rapidement partie de l'appareil clandestin du parti communiste -, il va réussir à survivre aux privations, aux coups

et à l'humiliation. Il finit sa déposition en se tournant vers Papon : « Depuis j'ai toujours été du côté des opprimés alors que Papon a toujours été du côté des oppresseurs. »

Pour le troisième convoi du 21 septembre, qui verra partir 71 juifs, dont 12 enfants et 7 vieillards, Me Rouxel, l'un des trois avocats de Papon, résume ainsi la situation : « Pas de documents allemands, pas de documents français, et Maurice Papon n'est pas là. » Certes mais Garat dispose d'un ordre de mission permanent de Papon. Et Me Lévy de répliquer que nous sommes dans le cadre d'« infractions collectives commises par une chaîne de personnes. Le plus tragique exemple est le crime contre l'humanité ; il n'est jamais commis par une seule, mais par plusieurs personnes dans le cadre d'un plan concerté. »

va découvrir les premiers documents portant la signature de Papon. Il les remettra à Michel Slitinsky et ils seront publiés en mai 1981 dans le *Canard Enchaîné*. Depuis il a retourné sa veste : « Aujourd'hui je suis investi d'une mission sacrée, mon devoir c'est de transmettre sans juger... Pour moi il y a ici deux souffrances qui s'affrontent, celle des victimes et celle de Papon. » Il évoque « une situation complexe. Il faut situer les documents, les analyser et ensuite les interpréter. » De plus il n'est pas possible de trancher car il y a des lacunes fondamentales dans la recherche des pièces d'archive par le juge d'instruction, qui a été sélective. Pour lui il y a une véritable tutelle inquisitoriale des Allemands ne laissant pratiquement aucune marge de manœuvre aux autorités de Vichy et à ses représentants. Lui

1943, avec l'ordre donné directement par les S.S. à l'intendant de police de procéder au transport vers Drancy de 86 juifs internés au camp de Mérignac. Ce n'est que dans l'après-midi que Jacques Dubarry, ex-secrétaire personnel de Papon et nouveau chef du Service des questions juives depuis août, apprendra « fortuitement que le convoi est parti ». La responsabilité directe de Papon étant ici difficile à établir, le parquet général en vient à évoquer les deux convois précédents des 2 février et 7 juin qui ne figurent pas dans la saisine de la Cour d'assises. En effet, au prétexte qu'aucune victime ne s'est manifestée à leur propos, le parquet ne les a pas retenus à charge. Alors que c'est précisément pour le convoi du 2 février que figure un ordre de réquisition signé par Papon lui-même et démontrant qu'il donnait bien des ordres directement aux forces de gendarmerie ! Il a beau jeu de rappeler que la Cour n'en est pas saisie, mais on ne peut que s'interroger sur la conduite du parquet. Le sixième convoi qui comprendra 134 juifs partira le 30 décembre 1943 selon le même scénario que le précédent, mais son examen est occulté par la tempête médiatique soulevée par les Klarsfeld père et fils. Ils ont appris que le président Castagnède est lié à une famille des victimes par le biais de la femme de son oncle paternel ; et sa cousine germaine, Micheline Castagnède, est vivante. Si elle se constitue partie civile, c'est la récusation assurée. Il est paradoxal que ce soit un avocat des parties civiles qui soulève cette difficulté alors qu'une telle parenté pourrait sous-entendre une plus grande sensibilité du président en faveur du sort des victimes. Mais les Klarsfeld d'expliquer que Me Vaut, pour la défense, aurait pu l'apprendre de son côté et ne le révéler qu'à la veille du verdict, le décrédibilisant ainsi par avance. Mais Micheline Castagnède s'étant apparemment volatilisée et Me Vaut ayant confirmé « solennellement accepter les juges qui nous ont été désignés », les choses devaient en rester là.

## Un drôle de résistant

Un nouveau degré dans l'horreur va être atteint pour les 317 juifs concernés par le septième convoi du 12 Janvier 1944. Cette fois on rafle tout ce qui reste : femmes, enfants, vieillards, français comme étrangers. Pas de transport à Mérignac cette fois mais à la synagogue, située au cœur de la ville, qui sera profanée au vu et au su de toute la population. Les Allemands sont certes en première ligne mais les policiers français prêtent la main. Le préfet Sabatier va alors prendre la précaution de rédiger un rapport très minutieux, détaillant ses différentes tentatives d'intervention, qu'il fera contresigner par Chapel, son directeur de cabinet, Duchon l'intendant de police et Fredou son adjoint, et Papon, son secrétaire général. Au président qui lui demande à quel usage était destiné ce docu-

ment, Papon répond sans fond : « Pour l'Histoire ! » Nous sommes en effet en janvier 1944 et le débarquement du 6 juin n'est pas loin...

Mais cela n'empêchera pas le départ d'un huitième convoi quelques jours avant seulement, le 13 mai. Cette fois ce seront les derniers vieillards impotents hospitalisés qui seront du voyage. Difficile pour Papon de prétendre qu'ils partaient vers des « camps de travail » ! C'est pourquoi en guise de contrefeu Papon cherche à se présenter comme un « sauveur de juifs » et un résistant.

## ...très dévoué au maréchal

Or il s'est avéré à l'examen de ces huit convois que celles et ceux qui ont échappé à la déportation grâce aux interventions de Papon, ce ne sont pas des juifs auxquels il aurait fourni des faux certificats de baptême ou de non-circconcision, mais qui, au regard du statut les régissant et des Accords Oberg-Bousquet - français, conjoints d'aryens, enfants, vieillards - n'auraient de toute façon pas dû être concernés. Non seulement il n'a sauvé personne, mais en plus il a participé à la déportation de centaines de juifs qui n'auraient pas du partir !

Quant à sa résistance, c'est la cerise sur le gâteau si l'on peut dire. À l'entendre, il aurait été un membre actif, mais « très cloisonné », de deux réseaux de renseignements, « Jade-Amicol » et « Marco-Kleber ». Mais outre le fait qu'il lui faudra attendre 1958 et deux refus successifs pour se voir délivrer la carte de « résistant », de tous ceux qui sont venus témoigner à la barre qu'il avait bien été l'un des leurs, aucun n'a eu de rapports directs avec lui à ce moment-là. Il est probable qu'il a rendu des « services » à partir de fin 1943, mais suffisamment discrets pour qu'à la mi-44 un rapport du B.C.R.A. (3) le qualifie encore de « très dévoué au Maréchal et à Laval, contre la Résistance ».

Nous avons droit alors à un défilé de poids lourds de la Résistance, constellés de médailles et d'honneurs, venus nous dire le plus grand bien du résistant Papon, gaulliste parmi les gaullistes, et crier au « complot judéo-bolchévique » comme au bon vieux temps. La palme reviendra à Jean Jaudel, 88 ans, résistant de la première heure et unique survivant du « réseau du Musée de l'Homme » qui s'écriera « Vive la France ! Vive Papon ! Vive la République ! ».

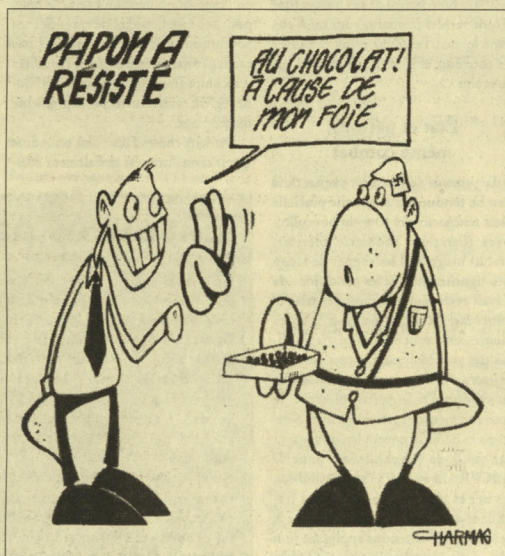
Foin d'arguties juridiques, Papon reprend à son compte son argumentaire du début « Il s'agit d'un procès politique et à travers ma personne, c'est le général de Gaulle qui est visé », et donc la légitimité des institutions qu'il a créées. Plus que jamais nous sommes bien dans le cadre de la continuité de l'État.

J-J Gandini

(1) Voir pour le premier convoi la fin de l'article précédent paru dans le *Monde libertaire* n° 1108 du 15 janvier 1998.

(2) Analysés dans le précédent article cité supra.

(3) Service de renseignements gaulliste basé à Londres.



Le quatrième convoi du 26 octobre va suivre la rafle du 19. Il s'agit d'une opération concernant toujours les seuls juifs étrangers normalement, et les Allemands demandent à ce qu'elle soit exécutée sur le champ le jour même. Selon le témoignage d'un policier présent à la réunion préparatoire précédant la rafle : « À aucun moment nos chefs n'ont pris la parole. Les fonctionnaires de la Sûreté ont obéi aux directives du représentant du Service des questions juives, Pierre Garat. 41 juifs dont 14 français seront raflés sur Bordeaux et le convoi, avec les Landes et les Basses-Pyrénées, en comportera 128 dont 28 français et 20 enfants. Le rapport de Carat dénote sa satisfaction : « on peut considérer qu'il n'y a plus dans le département de juifs étrangers ».

## Le témoignage de Bergès

Vient à cette occasion l'heure tant attendue du témoignage de Michel Bergès. C'est lui qui, alors compagnon de route du parti communiste et préparant une thèse sur la collaboration économique à Bordeaux,

qui plaçait initialement Papon « au centre du processus des rafles » ne voit plus maintenant en lui qu'un simple relais, « un informateur ». C'est justement Michel Slitinsky qui lui succède la barre. Agé de 17 ans en 1942, il échappe à la rafle en bousculant les policiers et en s'enfuyant par le toit. Engagé ensuite dans la Résistance, il n'aura de cesse de retrouver les coupables car son père, lui, n'est pas revenu d'Auschwitz. Dans sa quête inlassable, il va remonter des policiers venus l'arrêter jusqu'à la tête de la préfecture, et sera l'initiateur de la plainte déposée par Me Boulanger contre Papon en décembre 1981. Ce procès, c'est sa vie mais à la barre il se perd dans les méandres du dossier. Il se fait reprendre par les avocats de la défense pour des erreurs factuelles qui, si elles n'ont pas le fond, le déstabilisent tout de même quelque peu. Quoi qu'il en soit, le choc Bergès-Slitinsky n'a pas eu lieu, et nous restons sur notre faim avec l'impression d'un léger malaise.

Le cinquième convoi nous projette un an plus tard le 25 novembre

# Traces d'ombres et bâtisses d'être De l'éducation libertaire et de quelques pistes pouvant permettre de s'en approcher

**L**ES ANARCHISTES et l'éducation, c'est assurément une vieille et même une très vieille histoire d'amour, de toujours... et sans doute à toujours!

Comme dans toutes les histoires d'amour, le hasard - celui du coup de foudre, de l'ivresse d'un instant ou de la passion d'un moment - a joué, joue encore et jouera sûrement toujours son rôle. Mais un petit rôle! Car quand les histoires d'amour durent à ce point et traversent le temps et l'histoire au rythme endiablé d'un tel corps à cœur et d'un tel cœur à corps, elles relèvent généralement d'autre chose que du seul hasard. D'une certaine logique, tout bonnement!

Le voudraient-ils, en effet, que les anarchistes ne pourraient éviter la rencontre avec l'éducation. Peut-être parce que leur démarche - profondément antiautoritaire - vise par « essence » à convaincre et s'inscrit, de ce fait, dans un processus fondamentalement éducatif? Peut-être également parce qu'ils savent qu'un véritable changement social implique de changer de concert et les choses (les rapports de production, la structure de l'économie, l'infrastructure politico-économique...) et les individu(e)s, tant il est vrai qu'un système social quel qu'il soit repose toujours sur un CONSENSUS. Un consensus authentique. D'adhésion consciente. Ou un consensus marqué au fer rouge de l'ALIÉNATION. Et que de ce point de vue, comme c'est l'éducation (dans le cadre familial, scolaire et social) qui « conditionne » l'individu(e) et l'individu(e)s à certains types de comportements plutôt qu'à d'autres, c'est peu dire qu'un révolutionnaire un tant soit peu cohérent peut difficilement se désintéresser (en théorie comme en pratique) de ce qui constitue le comment de l'aliénation et par contre-coup celui d'une éventuelle désaliénation.

## Qu'est-ce que l'éducation?

Ici, là ou ailleurs, on pense généralement que l'éducation ne concerne que les enfants et les adolescents et opère pour l'essentiel dans le cadre de la famille.

Éduquer, en effet, c'est façonner ou accompagner. C'est transmettre un certain nombre de modes de comportement. De valeurs. Et dans cette optique c'est peu dire que les enfants constituent une cible idéale et que la famille est un espace de tout premier choix.

Les anarchistes quant à eux ont une vision plus large, plus globale et pour tout dire plus sociale de l'éducation.

Ils n'hésitent pas à affirmer que la naissance, selon qu'elle se réalise brutalement (ordinairement) ou en douceur, constitue le premier temps éducatif. Ils condamnent d'ordinaire la famille patriarcale et son triangle des Bermudes CEdipien. Ils clament haut et fort que l'école, qu'il s'agisse des crèches, des maternelles, des écoles primaires, secondaires, supérieures, techniques, confessionnelles, patronales, étatiques... transmet, sous couvert d'instruction, un certain nombre de valeurs. Qu'elle fabrique d'une manière industrielle un

certain type de personnalité. Et ils ne sont pas sans savoir que l'environnement social au sens large, qu'il s'agisse de la télé, du quartier où on habite, du supermarché que l'on fréquente, du milieu social où on évolue... est un espace éducatif de toute première importance.

Bref, les anarchistes ne sont pas loin de penser que tout est éducation dans la vie d'un individu.

D'où leur façon d'aborder (en termes de critiques ou de projets) l'éducation d'une manière globale. Les yeux dans les yeux de tous les acteurs, de tous les espaces et de tous les temps éducatifs.

Mieux, ils osent dire que ce tout éducatif, parce qu'il est au cœur du processus de reproduction de tout système social et sociétaire, constitue un enjeu stratégique majeur pour les dominants... comme pour les dominés.

## De l'éducation dans les sociétés divisées socialement.

La société capitaliste dans laquelle nous évoluons aujourd'hui est une société profondément divisée et hiérarchisée. S'y affrontent, en effet, des classes sociales, des groupes sociaux, des individus, des cultures, les sexes et même les différents temps de la vie.

L'État, cette institution qui est autant au service des dominants qu'à son propre service (certains vont jusqu'à qualifier cette institution de classe sociale) s'est construit sur cette division de la société et, l'ayant posée comme étant de toute éternité, s'est donné pour mission de la gérer. Et il la gère à la mode bestiale via sa mainmise sur l'armée, la police, le judiciaire... comme à la mode cool via sa mainmise sur le préscolaire, le scolaire, le postscolaire et l'éducatif.

Hasard de l'histoire? Mon cul!

En 1860, nous dit Jean Foucambert dans son livre *L'école de Jules Ferry, un mythe qui a la vie dure*, 87% des ouvriers parisiens avaient appris à lire et à écrire par le biais des associations ouvrières.

En 1998, les associations ouvrières étant pour la plupart inféodées à l'État et les services d'instruction l'étant complètement, il est aisé de constater combien cette gestion étatique de l'école a été profitable aux petites gens.

No comment!

Dans ces conditions, qui pourrait décemment s'étonner de constater que dans ce type de société l'éducation qui y prévaut, quelles que soient les formes qu'elle peut prendre, va viser (explicitement ou implicitement) à préparer les enfants à une logique toute de divisions, de hiérarchies, d'exclusions, d'assistants, de solitudes, d'individualisme, de loi du plus fort, de soumissions, de refoulements, de sublimations...

C'est ainsi que les enfants qui dans la société vont être cantonnés dans le sous statut social de mineurs vont être la propriété de leurs parents et vont avoir comme champ d'identification principal le petit cercle pyramidal de la famille patriarcale. Là ils vont commencer à découvrir l'autorité et les rôles sociaux et sexuels.

À l'école, le dressage va se poursuivre. Au motif de leur donner une instruction, on va commencer par les casser dans leur corps en les forçant à l'immobilité pendant des heures carrées. Ensuite on va les initier à l'obéissance au maître, au directeur, aux programmes... On va leur expliquer que le monde est divisé en deux, avec ceux qui parlent comme Voltaire et ceux qui parlent comme tout le monde, ceux qui font de longues études et ceux qui font ce qu'ils peuvent, ceux qui vont dans l'enseignement général et ceux qui sont orientés dans l'enseignement technique... On va essayer de leur faire croire (ça marche de moins en moins) que s'ils redoublent d'efforts et d'obéissance, ils ont une chance de faire un jour partie du bon camp...

La télé, bien sûr, mais également leurs parents, leurs amis, le facteur et bien évidemment le curé vont en rajouter trois louches et vont les éduquer à faire leur valeurs d'un système social qui va écrabouiller le plus grand nombre d'entre eux.

Mettre des chaînes dans la tête des esclaves et de leur progéniture, tel est au bout du compte l'objectif d'un tout éducatif à la mode capitaliste.

## Les mots-clefs d'une éducation libertaire.

Plusieurs principes essentiels, plusieurs idées forces sont à même de fonder une éducation libertaire, qui, comme la société libertaire, reste à construire. Énonçons en quelques uns.

**Bonheur:** la vie, ce fragile entre parenthèse entre le néant et le néant, représente une chance tellement extraordinaire que tout, dans toute circonstance, doit toujours être fait pour contribuer à ce qu'elle se déroule sous les meilleures auspices. De ce point de vue on doit affirmer que le bonheur de l'individu et des individus constitue l'objectif central de la vie humaine et que l'éducation doit viser clairement à offrir aux enfants les moyens de ce bonheur.

**Accompagnement:** l'enfant n'étant naturellement ni bon ni mauvais et ayant besoin, pour se construire, de repères de tous ordres, doit être accompagné sur le chemin de sa vie. Entre l'autoritarisme qui impose à toute force un modèle de comportement et d'identification, et un laisser-faire spontané qui confine à l'abandon, l'accompagnement tout de suggestions et de création de situations constitue un moyen terme éducatif qui relève quasiment du bon sens.

**Liberté, égalité, autogestion, coopération, citoyenneté...** si le bonheur est l'objectif central de la vie, il est cependant plusieurs manières de le concevoir. Les libertaires, quant à eux, ne conçoivent le bonheur de chacun que comme partie prenante du bonheur de tous, et dans cette optique ils se revendiquent de

certaines valeurs dont ils estiment qu'elles sont les mieux à même de favoriser l'écllosion du bonheur de chacun et de tous. Ces valeurs se retrouvent au cœur d'un accompagnement éducatif visant à éduquer à la liberté, l'égalité, l'autogestion, la coopération, la citoyenneté... par la pratique et l'apprentissage de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion, de la coopération, de la citoyenneté...

**Autonomie:** si l'enfance est une étape de la vie qui précède l'âge adulte, cela ne signifie pas pour autant qu'il faille considérer l'enfant comme un petit adulte. Ses aptitudes au jeu, aux rêves, à l'art... doivent donc être respectées car elles sont au cœur du processus permettant l'épanouissement de toute personnalité.

agents de quelque progressisme social que ce soit, il importe de pouvoir offrir à chacun la chance de l'instruction. D'une instruction s'apparentant largement à la culture, car sans enjeu professionnel ou économique aucun. D'une instruction ne visant à rien d'autre qu'à permettre à chacun d'apprendre à apprendre, d'apprendre à s'apprendre, de construire des et ses savoirs, de se construire... D'une instruction débarrassée de l'anxiété du niveau parce que personnalisée et auto-évaluée. D'une instruction reposant sur des contrats et non des notes. D'une instruction peuplée d'une myriade d'instructeurs car favorisant l'entraide entre les enfants et donc leurs capacités à s'instruire entre eux. D'une instruction qui, pour n'être pas vécue comme oppressante ou



**Éducation intégrale:** l'individu étant tout à la fois un corps, un esprit, des mains et un être social, l'éducation ne doit négliger aucun de ces quatre aspects du tout humain.

**Statut social de l'enfance:** pour donner sens, corps et cohérence à un accompagnement éducatif vers et par la liberté, l'égalité, l'autogestion, la coopération, la citoyenneté... il s'avère nécessaire de permettre (et de leur en donner les moyens) aux enfants de participer à la vie de la cité et à l'élaboration des lois qui régissent la cité. Hors de cette voie qui exclut la propriété parentale comme la propriété étatique de l'enfance, point de salut. La liberté, l'égalité, l'autogestion, la coopération, la citoyenneté... ne se disent pas. Elles sont... ou elles ne sont pas.

**Service social d'éducation:** étant entendu que l'analphabétisme et la culture instinctuelle n'ont jamais été les

inutile, gagnerait à se dérouler dans un contexte de république éducative fonctionnant à et par la liberté, l'égalité, l'autogestion, la coopération, la citoyenneté... et à être mise en œuvre par des enseignants formés à l'éducation (ou l'inverse)... Toutes choses fondant un véritable service social d'éducation, laïque, gratuit, doté de larges moyens et fonctionnant à l'égalité des chances.

**Révolution sociale:** ces quelques grands principes susceptibles d'initier une approche libertaire de l'éducation n'ont pas la moindre chance de pouvoir se matérialiser massivement dans le contexte sociétaire actuel qui est celui de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain. De ce point de vue, le combat pour une éducation libertaire passe clairement par celui pour une société libertaire. C'en est simplement l'un des éléments constitutifs.

Jean-Marc Raynaud

abonnez-vous! abonnez-

# Emplois-jeunes : l'arnaque libérale

**F**IN AOUT 1997, le gouvernement nouvellement élu annonçait la mise en place d'une de ses promesses électorales, à savoir la création de 35 000 emplois jeunes dans les secteurs public et privé. Pour le privé, c'est plutôt silence radio ! Pour les emplois du public, nous en sommes, en mars 1998, à environ 45 000 emplois. Les plus gros contingents sont dans l'Éducation nationale (40 000) et la police (2 000). Allègre en veut 75 000 et Chevènement 20 000, cela pour la fin de l'année si le budget peut suivre... Pourquoi une promesse non oubliée ? Les réponses sont simples. Tout d'abord, c'est la vitesse incroyable à laquelle ont été installés ces « emplois ». Horaires, fonctions, formation, ont été élaborés dans un flou bien volontaire, pour éviter toute contestation. Les élections se profilant, il fallait des preuves ! Voilà pourquoi Jospin s'est félicité, fin janvier, de la meilleure santé du chô-

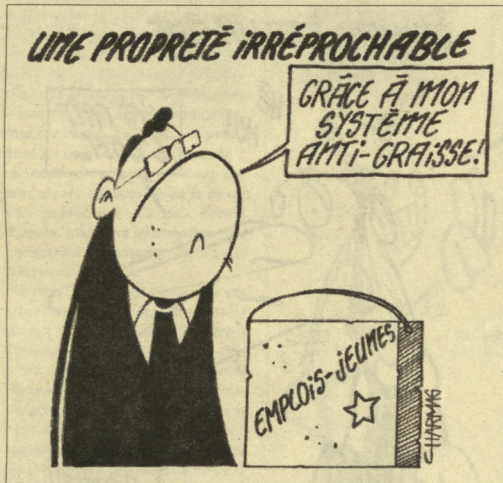
mage des jeunes (609 000 en décembre 1996) puisque leur nombre avait baissé de 5,6% en un mois ! Au-delà de ce tour de passe-passe électoraliste, regardons ce qu'il en est réellement de ces emplois-jeunes pour comprendre la deuxième raison de cette promesse tenue, contrairement à d'autres (cf. abrogation des lois Pasqua-Debré). Pour les emplois-jeunes « agent de sécurité », l'explication est très claire. Le délire sécuritaire, n'appartenant pas qu'à messieurs Pasqua ou Le Pen, la gauche au pouvoir, dans la logique de gestion des tensions sociales possibles, utilise désormais une partie de la jeunesse pour flatter l'autre, c'est-à-dire celle qui restera sur le bord de la route (dont les banlieues). Viennent ensuite les jeunes « aides-éducateurs », dont le « mammouth » Éducation nationale est friand semble-t-il. Certes, après les C.E.S. à 2 500 F par mois, les « nouveaux » emplois payés au S.M.I.C. pour 39 heures de boulot,

apparaissent comme un « mieux » social (surtout quand tout le monde sait que 2,3 millions de salariés gagnent moins de 5 000 F par mois : cf. *Le Monde* du 20 novembre 1997). Cependant, ce plus ne serait-il pas en fait un véritable poison, accepté du fait de la résignation qui sévit dans l'opinion publique depuis pas mal d'années ainsi que dans les syndicats en général, peu enclins souvent à défendre les emplois précaires (les maîtres-auxiliaires en savent quelque chose au sein de l'Éducation nationale). Car enfin, ces emplois-jeunes éducateurs officialisent les C.D.D. sur cinq ans avec en plus un statut de droit privé, cela dans la fonction publique ! « Juppé en rêvait, Aubry le fait » titrait même *l'Express* fin 1997. Cette introduction de salariés hors statut non seulement crée une division supplémentaire du personnel, mais engendre à terme les risques d'une dérégulation généralisée de la fonction publique, tirant en plus la masse salariale vers le bas. Cependant, nous comprenons fort bien qu'un jeune individuellement veuille s'en sortir et fasse ce choix. Si certain(e)s voyaient toujours un plus dans ces emplois-jeunes, qu'ils sachent que ces nouveaux embauchés le sont au détriment d'anciens, remis ainsi au chômage ! Un jeune éducateur prend la place des vacataires quand il fait (et c'est très souvent le cas) des études, des surveillances de cantine, des garderies... Quant aux étudiants, les places de pions vont être rares puisque bidasses et maintenant emplois-jeunes les prennent à tour de bras, sous-payés de surcroît ! Quand 20 % du financement des salaires de ces emplois-jeunes ont été pris sur les heures supplémentaires des profs, supprimées au départ pour créer des postes de titulaires... on voit vite l'arnaque qui se cache derrière la vitrine. D'habiller Pierre pour habiller Paul, on connaît

la chanson, monsieur Jospin ! Casse prévisible du statut du fonctionnaire, précarisation organisée de la jeunesse encadrée (les autres jeunes laissés pour compte auront droit au bâton), arnaque économique où de fait, comme pour les 35 heures ce seront les salariés qui payeront les emplois nouveaux... bref, il faut être aveugle pour ne pas voir que ces emplois-jeunes sont en fait une sorte de machine à laver permettant au combat collectif des galériens de nettoyer les risques de tensions sociales fortes chez la jeunesse et faisant croire que l'État lutte contre le chômage.

diversité des statuts, on a du mal à croire en une telle solidarité. D'ailleurs, les deux journées de grève effectuées séparément, bien sûr, par les instituteurs et les profs se sont faites sur des bases ultra corporatistes (tous profs d'école pour les uns, pas touche au mode de nomination pour les autres). Les emplois-jeunes étaient « simplement » oubliés ! Alors, soyons clairs : le syndicalisme enseignant ne sera certainement pas l'outil offrant une réelle riposte à la hauteur des enjeux encourus. Un emploi-jeune a plus de points communs avec un C.E.S., un travailleur à temps partiel, qu'avec un prof d'école, voire un certifié ! Le récent mouvement des chômeurs a ouvert une brèche (par l'unité et le combat collectif des galériens modernes). Seuls ces collectifs de précaires et de chômeurs qui regroupent syndiqués et non-syndiqués peuvent offrir l'unité de tous ces maquis d'emploi bidons et permettre par l'auto-organisation de leur lutte des perspectives en réelle rupture avec le capitalisme, même déguisé en rose, rouge et vert, pour ne pas se faire voir.

Jaimé - groupe Kronstadt (Lyon)



Charmag, dont vous appréciez chaque semaine l'humour féroce et parfois noir vient de faire paraître une compilation de ses dessins. Lecteurs fidèles, vous en connaissez déjà beaucoup, mais pas tous, car certains sont inédits dans nos colonnes... Gronf ! 20 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



## Fernand Oury est mort et Claude Allègre n'arrête plus de causer... Deux raisons de s'en faire

**L'**UN DES PERES DE LA PÉDAGOGIE INSTITUTIONNELLE, Fernand Oury, est mort le 19 février. Critiquant l'école comme disciplinaire et stérile, il avait très vite décrit l'idéal de notre belle école républicaine, encore rêvé par l'actuel mammouth du ministère de l'Éducation nationale : « [...] ne suffit-il pas de former des techniciens apolitiques, adaptables et réadaptables à merci, de vaillants consommateurs d'autos, d'omo, de mots et de culture de masse ? Il s'agit toujours de former des hommes spécifiés, des hommes pour... »

La pédagogie institutionnelle est difficilement dissociable de la psychanalyse institutionnelle, dans laquelle s'est également investi Jean Oury, psychiatre, frère de Fernand. Elles se sont toutes deux ouvertes aux apports de la psychanalyse (E.F.P.), aux nouvelles théories psychiatriques (que certain(e)s qualifieront de libertaires, même si Tosquelles ou Guattari n'étaient pas anarchistes) ; mais la pédagogie institutionnelle, influencée par la pensée « marxiste critique », était d'abord issue des travaux de Célestin Freinet.

La rencontre, en 1949, de Freinet et de Fernand Oury, fut un peu celle du rat des champs et du rat des villes... Militant communiste de base (même si son parti finira par trouver ses théories un peu trop révolutionnaires...), « artisan pédagogue », persuadé de la prédominance du matériel et du savoir-faire dans les relations d'enseignement, Freinet n'a d'autres soucis, quant aux relations intergroupe, au sein de la classe, que celui d'instaurer un climat de « camaraderie »...

Enseignant spécialisé, Fernand Oury (qui adhère à l'I.C.E.M.\* dès 1949) va rester pendant plusieurs années un simple et « fidèle » instituteur « freinetique »... Mais si les partisans de la pédagogie institu-

tionnelle sont d'accord avec Freinet pour dire que « L'école actuelle est fille et servante du capitalisme », ils veulent enrichir leur approche des relations de pouvoir et d'autorité au sein de la classe, notamment en prenant en compte les enjeux qui ne sont pas revendiqués, parce que souvent inconscients : « Reconnu ou nié, l'inconscient est dans la classe et parle... Mieux vaut l'entendre que le subir ». Cette réflexion ne portait pas simplement sur le groupe-classe : rapports « maître-élève », élèves-élèves, mais aussi sur la société elle-même, dont cette classe fait partie (pathoplastie, « influence des entours » selon Jean Oury).

Après avoir été « exclu » de l'I.C.E.M. (Freinet voyait d'un très mauvais œil celui qui, avec Fonville, estimait que les techniques Freinet étaient un moyen d'interroger l'institution, et non un idéal à institutionnaliser), Fernand Oury s'investira donc dans une pédagogie institutionnelle qui a bien cerné de sérieuses limites au fonctionnement « paritaire » des « classes Freinet » : on peut ainsi citer sa réflexion sur les conseils de classes, où peut régner la peur de « mal penser ». On sait ce qu'il faut dire et ce qu'il ne faut pas dire ! Il s'interrogera également sur la possible incarnation, dans ces classes modernes, d'un « maître-copain », qui demande à « se faire aimer »...

De manière générale, « [...] ce qui rapproche psychanalyse et pédagogie institutionnelle, c'est d'abord leur position de contestation des structures concentrationnaires et hiérarchisées », c'est pourquoi le journal imprimé, le conseil d'élèves, le partage des tâches et de responsabilités sont considérés comme des médiations, à savoir ce qui relie, sépare, interdit les affrontements sans recours, permet les actions sur quelque chose. On essaye dès lors d'éviter les « faces à

faces meurtriers » (toi ou moi), pour retrouver des « corps à corps émuants » (toi et moi).

Freinet s'était toujours méfié des théoriciens de l'éducation... et si, on l'a vu, ce parti pris n'était pas sans mauvaise foi, il avait, aussi, bien su anticiper le possible côté « laboratoire permanent » des classes où l'on peut facilement se sentir en perpétuelle évaluation ou même auto-évaluation... Dans des classes se revendiquant de cette pédagogie, acquis scolaires et comportements personnels sont rituellement et quotidiennement commentés par le groupe. On cherche souvent à équilibrer les rapports de pouvoir au sein du groupe, mais l'individu n'a pas d'issue pour échapper au regard, au jugement du groupe, puisque tout conflit, toute déviance se retrouve toujours pris en charge par le collectif...

Une école qui ne sera pas au service de la société capitaliste, où l'on saura prendre en compte l'inconscient, où les relations de pouvoir au sein du groupe seront « médiatisées », mais où on préservera l'individu(e) au maximum, du poids du collectif. C'est peut-être l'école à construire, le cauchemar d'un Claude Allègre.

Nestor, groupe de Nantes

- (1) A. Vasquez, F. Oury, *Vers une Pédagogie institutionnelle*. Maspéro 1966
- (2) E.F.P. (École Freudienne créée par Lacan)
- (3) Pédagogue, créateur de l'École moderne, préconisant (et mettant en pratique) une « école du peuple », où les enfants ne sont plus de passifs « enseignés », mais des personnes à part entière, gérant leurs apprentissages et la vie quotidienne de leurs classes (conseils d'élèves, coopérative scolaire, apprentissages individualisés...)

Se  
L'  
Eco  
ter  
ma  
adultes, de  
Instruire on  
vie. Pour l'h  
rentes miss  
Des repère  
muables et  
meurs et p  
tion ou d'i  
perçus par  
comme des  
aux interst  
pas d'aider  
des savoirs  
personnels  
et moral m  
pour but c  
consensus  
Le vide scol  
Les dernie  
publics, mo  
posent pas  
sociale par  
mais bien c  
richesses li  
services, d'  
cadre salar  
mentaleme  
catifs. L'int  
capacité d'  
diverses et  
et individuel  
tion de sav  
nels.  
La complex  
des action  
cadre du sé  
tion d'un s  
l'ensemble  
mouvement  
tives, les r  
réflexes col  
nels. Ce ch  
de process  
organismes  
l'unicité de  
Cette sphè  
des person  
rels et d'ac  
gement les

Le système  
public ! l'Éta  
des prélev  
confession  
moyens d'  
de la rent  
répond mal  
jours exclu  
geantes et  
grandes éc  
adroitemen  
mique. L'éc  
culturelles  
dont elle a  
compte les  
élèves, en  
augmente l  
Un service  
des chance  
principe de  
Nationale  
les limites  
cation d'un  
projet de t  
social-dém  
rendant su  
scolaire sch  
matière d'  
représent

# Service public ou service social d'éducation ?

L'ÉCOLE RETRANSMET DES SAVOIRS, reproduit des comportements, pérennise une morale sociale. A une société marginalisant des millions de personnes correspond un système scolaire figé, inadapté aux aspirations des adultes, des adolescents et des enfants qui le subissent. Instruire ou éduquer. Participer ou respecter des règles de vie. Pour l'heure aucune corrélation ne se fait entre ces différentes missions éducatives. Les liens sociaux se détériorent. Des repères tels le travail, la vie de quartier, considérés immuables et valorisants disparaissent. La surveillance des chômeurs et précaires s'exacerbe à travers les stages de formation ou d'insertion. Trop souvent le collège, le L.E.P. sont perçus par de nombreux jeunes soumis à l'obligation scolaire comme des lieux de garde, d'espaces de rencontres volées aux interstices institutionnels. Son objectif principal n'étant pas d'aider la personne à se construire mais à retransmettre des savoirs, l'établissement scolaire régit des rapports interpersonnels de plus en plus contradictoires. Le code répressif et moral masque mal l'autoritarisme institutionnel (1). Il a pour but de conserver auprès des usagers de l'école un consensus maximum de survie collective.

Le vide scolaire, culturel et social emplit la cité. Les derniers mouvements sociaux (défense des services publics, mobilisation des chômeurs et des précaires) ne posent pas uniquement le problème de l'intégration sociale par l'activité salariale ou le partage du travail mais bien celui du sujet social. La redistribution des richesses liée à la création de prestations de services, d'activités sociales en dehors du cadre salarial transforme fondamentalement les besoins éducatifs. L'intégration sociale, une capacité d'adaptation à des situations diverses et variées, la créativité collective et individuelle comptent autant que l'accumulation de savoirs formels ou savoir-faire professionnels.

La complexité du processus éducatif, la diversité des actions culturelles dépassent largement le cadre du service public et conduisent à l'élaboration d'un service social d'éducation mutualisant l'ensemble des outils culturels. Cette création d'un mouvement socio-éducatif harmoniserait les initiatives, les réflexions d'organisations figées par des réflexes corporatistes, technocratiques ou professionnels. Ce choix de la coordination éducative en terme de processus agit non sur la forme en stratifiant les organismes existants mais sur les espaces communs, l'unicité de la personne à travers son action sociale. Cette sphéricité des espaces éducatifs lie l'autonomie des personnes et des groupes en terme d'acteurs culturels et d'acteurs sociaux. Son champ d'action franchit largement les frontières actuelles d'un service public scolaire.

## Le service public d'éducation.

Le système scolaire n'est pas satisfaisante en terme de service public! L'État finance directement ou indirectement par le biais des prélèvements obligatoires l'école patronale ou privée confessionnelle. Il impose une régulation de l'utilisation des moyens d'éducation sur le principe de la dérégulation et de la rentabilité économique à court ou moyen terme. L'État répond mal aux besoins d'éducation de la population. Il a toujours exclu des établissements scolaires les personnes dérangeantes et a maintenu un haut niveau d'encadrement pour les grandes écoles (2). Le retour de l'ordre moral dissimule maladroitement ces choix politiques et cette austérité économique. L'école renforce même à l'heure actuelle les différences culturelles – et par conséquent économique – des personnes dont elle a la tutelle (3). En ne prenant pas suffisamment en compte les disparités culturelles, les difficultés de vie des élèves, en se contentant de reproduire le système social elle augmente les inégalités de classe.

Un service public d'éducation s'adresse sur la base de l'égalité des chances et des régions à l'ensemble de la population. Ce principe demeure un vœu pieu dans la mesure où l'Éducation Nationale se contente de garder, d'encadrer la jeunesse dans les limites fixées par la politique économique. Cette revendication d'une école publique au service de tous coupée d'un projet de transformation sociale est le cœur de l'idéologie social-démocrate actuelle. Elle ne sert qu'à humaniser en le rendant supportable pour le plus grand nombre un système scolaire sclérosé. Aujourd'hui cette idée de services publics en matière d'éducation, de services sociaux, de logement etc. représente pour les usagers et les salariés un moteur de

mobilisation. Suffira-t-elle à faire éclore une éducation populaire? Permettra-t-elle l'émergence de la créativité des personnes? Loin de là, en uniformisant les besoins et les compétences, l'école publique ne participe pas à la construction d'une société d'acteurs et d'auteurs. Elle abandonne ce pan éducatif majeur à l'extérieur de l'école (la famille, les aides socioculturelles). Cette démission renforce les difficultés des uns, augmente les performances des autres, creuse les écarts culturels. Elle garantit une éducation de classes même dans le cadre d'une stricte égalité de tous devant l'école. Ces compétences socioculturelles sont évaluées par le système scolaire. Cet apprendre à apprendre, cet éveil à la curiosité, cette adaptation au groupe, n'est pas accessible au plus grand nombre dans l'école publique actuelle. Si le

cultés de vie qu'elles induisent les transforment en richesses socioculturelles. Cet élargissement du champ éducatif casse avec la spirale de la reproduction sociale, de la technicité vidée de sens et du corporatisme fractionnant la fonction enseignante. Ce postulat entraîne des modifications profondes du secteur socio-éducatif. La coordination entre les différents champs éducatifs offre à l'ensemble de la communauté scolaire des assises sociales. La mise en place de pédagogies et de relations éducatives valorisantes gomme les différences de classes. Cette corrélation entre projets et techniques éducatives cimente un service social d'éducation. En tentant dans la mesure de ses moyens de devenir à la fois un laboratoire d'expérimentations culturelles, un réseau de compétences sociales un tel processus éducatif supprime la hiérarchie des savoirs. Nous ne parlons plus d'éducation populaire mais d'un faisceau d'initiatives plurielles. Cette mutualisation des expériences augmente nos capacités d'analyses (et donc de création de nouveaux modes d'action), donne sens aux entreprises multiples.

## Vers une coordination d'initiatives radicales.

Prenons le temps d'analyser nos pratiques, d'utiliser les savoir-faire des établissements expérimentaux, des équipes éducatives, des associations culturelles, de tout ce qui bouge et imagine dans le champ socioculturel. Chercher ce qui est commun ou voisin. S'il n'y a plus de modèle scolaire, ne laissons pas le vide occuper nos vies. Il ne s'agit pas d'élaborer une énième école unique mais de créer des espaces de libertés, d'autogestion suffisamment efficaces et éloquent pour tendre à...

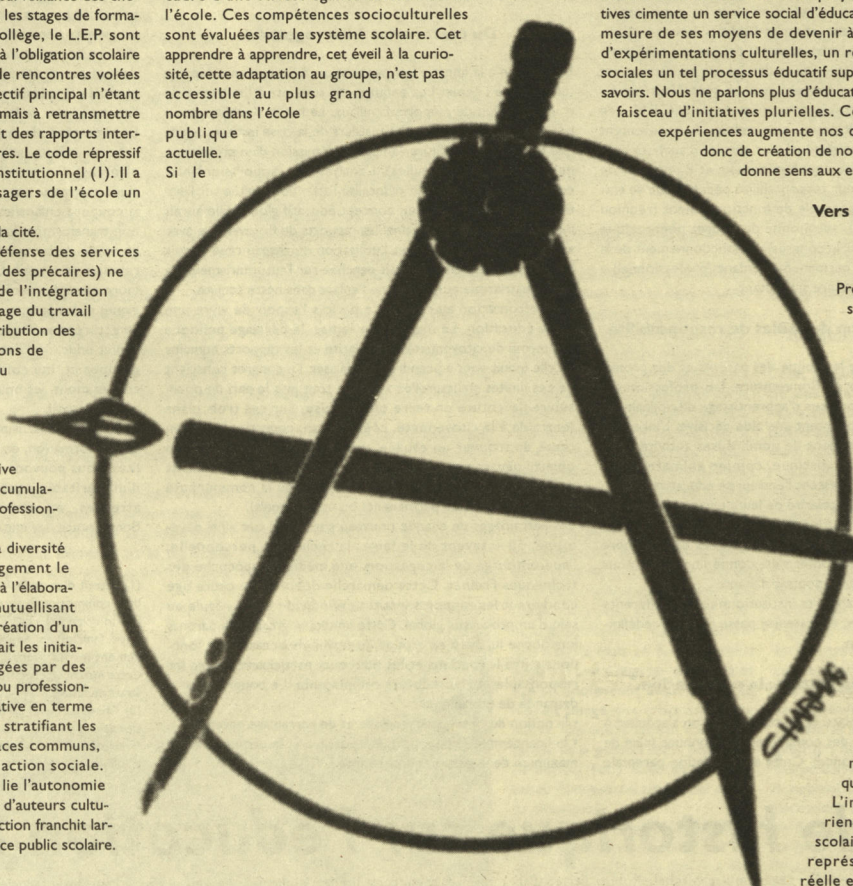
L'intégration des expériences in et hors système scolaire actuelle à un réseau représente une alternative réelle et non une simple addition de solutions parcelaires. Par ce biais nous avons les moyens théoriques et pratiques de tracer des grandes lignes fédératrices en terme de citoyenneté, d'auto-formation, de valorisation de la personne d'un service social d'éducation. Les oppositions structurelles entre écoles d'État, expériences éducatives, secteur socioculturel ne suffisent pas à expliquer la solidité du mur de Berlin qui scinde l'ensemble du milieu éducatif. L'opposition traditionnelle du dire et de l'agir, du syndicalisme et de la pratique pédagogique, de l'expérimentation et de la norme n'est pas une fatalité. Une éducation populaire plurielle peut sortir des limbes de l'utopie si nous ne nous satisfaisons pas du présent. Et avec un tel présent pourquoi ne pas dès maintenant construire quelque chose?

Thyde Rosell. – groupe Bakounine de Charente maritime

système scolaire ne gomme pas les différences socioculturelles nécessaires à l'émancipation de chacun il revient à un mouvement social d'éducation populaire de s'y atteler.

## Le service social d'éducation

Le service social d'éducation tient compte des différences culturelles ou économiques. Il s'essaie à valoriser la personne et par conséquent le milieu culturel de celle-ci (vie quotidienne, habitat, loisir etc.). L'apprentissage de la citoyenneté en termes d'actions directes sur l'environnement immédiat, la découverte de soit par et pour le groupe, la valorisation des compétences par et pour le groupe, l'élaboration de projets permettent à la personne de globaliser les différents moments de sa vie. Cette transversalité des savoirs et leur connexion à des projets sociaux induisent une unité d'actions inhérente à toute liberté sociale. Donner sens à ses apprentissages, savoir-faire ou entreprises par la participation à la gestion de l'institution ou l'élaboration de règles de vie réintègrent l'école dans la cité. Cette pédagogie de l'entraide, de l'élaboration de projets est loin d'être neutre, elle symbolise ce qu'est une communauté d'apprenants. Marquer les oppositions, les intersections de ces différents systèmes éducatifs revient à tracer les grandes lignes d'une organisation culturelle alternative. La transformation du système éducatif ne suffira pas à inverser les cartes des libertés individuelles ou à créer les fondations d'une société plus égalitaire. La structure même du système scolaire actuel est un rempart à une telle vision de l'éducation. Le service social d'éducation s'incorpore à une alternative sociale. La prise en compte des différences de classe, des diffi-



# La place des parents à Bonaventure

**B**ONAVENTURE FUT CRÉÉ PAR DES PARENTS (groupe local), des libertaires et des personnes en sympathie avec le projet. Au cours des deux premières années, les adultes (parents et professionnels) confrontés à l'urgence du quotidien, de la mise en place du projet se préoccupèrent peu du fonctionnement institutionnel « hors-classe ». Le groupe local composé des adultes (parents/éducateurs) s'occupait de la mise en place de la gestion du centre éducatif, de l'animation de l'association, de la construction d'un réseau. Il fallut trois ans pour que les enfants, aidés par les éducateurs (éducateurs, intervenants) mettent en place les outils institutionnels de fonctionnement (conseils d'enfants, boîtes à râteau, à bravo, quoi de neuf?, autofinancement des projets scolaires). À la suite d'un audit effectué l'hiver dernier, les éducateurs ont obtenu de travailler régulièrement avec un contrôleur/régulateur: cette année une enseignante, membre de l'I.C.E.M. s'en est chargée. Leur participation aux ateliers du mouvement Freinet départemental et régional leur permet d'analyser avec des « pairs » leur pratique professionnelle et d'imaginer de nouvelles recherches. Leur responsabilité pédagogique se traduit également par l'autonomie de fonctionnement (réunion de travail indépendante, autonomie du budget pédagogique dans les limites fixées par le congrès). Le fonctionnement de la communauté éducative permanente (enfants/professionnel) a trouvé un rythme de croisière satisfaisant.

## Vers une séparation des pôles de responsabilité

« Les interactions entre le groupe des parents et des professionnels sont le moteur de Bonaventure. Les professionnels sont les artisans des processus d'apprentissage disciplinaire et citoyen; les parents y apportent une aide décisive. L'intervention directe des parents dans de nombreuses activités scolaires, comme soutien logistique, comme animateurs ou comme enseignants, enrichissent l'entreprise éducative » (1). Focalisés par l'école et la scolarité de leurs enfants, les parents se sont laissés entraîner par les tâches quotidiennes ou l'affectivité des rapports interpersonnels. Le congrès de novembre 1997 (2) a analysé la situation et s'est donné une année pour mettre en place une organisation satisfaisante. La transformation des rapports institutionnels des différents groupes (enfants, parents, éducateurs) passe par une redéfinition de la place de chacun.

## Un préalable à la gestion: la coéducation.

Cet élargissement de la place et du rôle de chacun s'acquiert à travers l'instrumentation des compétences reconnues (plan de travail, arbre de connaissance). Cette appropriation parentale

de sphères créées par les groupes d'enfants et d'éducateurs offre un premier tremplin de structuration. Des espaces de travail sont dissociés: gestion quotidienne, animation associative, discussions, animation pédagogique. Pour l'heure aucun secteur n'est institué en terme de mémoire, de fonctionnement collectif. Il revient au groupe de parents de structurer cette démarche. Cette formalisation passe à la fois par une dissociation de la vie associative avec la gestion du lieu, par un élargissement du concept d'autogestion éducative, par une recherche personnelle.

## Du partenariat à l'autogestion.

L'éducation à la liberté, à la négociation, à l'autonomie dépasse les murs de l'école. Les enfants ont tous été à l'initiative de transformation de rapports familiaux. Le fait de l'oublier, de ne pas l'analyser, fut l'un des détonateurs de la crise institutionnelle que traversa Bonaventure l'an passé (démission d'un professionnel et de plusieurs familles). L'analyse des rapports enfants-école-famille aurait fait délocaliser l'attention portée sur l'institution pour l'élargir à un concept éducatif global. Elle aurait intégré au débat institutionnel les rapports de Bonaventure avec son environnement local et l'utilisation du réseau créé depuis quelques années. Elle se serait penchée sur l'autoritarisme de la famille patriarcale et le statut de l'enfant dans notre société. La confrontation au réel casse parfois l'espoir de vivre une autre éducation. Le manque de temps, le décalage politique (en terme de citoyenneté), l'insularité et les rapports humains qu'elle induit sont à prendre ou à laisser. Le congrès conscient de ces limites structurelles a malgré tout pris le pari de poursuivre l'aventure en terre oléronnaise. Sur ces trois plans (entraide à la citoyenneté, coéducation, cogestion), chacun tente de trouver un espace, une entreprise culturelle, un objectif pédagogique. Le groupe scolaire composé des enfants et des éducateurs s'élargit à l'ensemble de la communauté éducative (membres permanents ou occasionnels). Les parrainages de chaque nouveau parent (3) ont ainsi développé, ou essayent de le faire: la recherche personnelle, l'apprentissage de la cogestion, une meilleure approche des techniques Freinet. Cette démarche déborde du cadre figé conduisant les rapports institutionnel/individu et les régle au sein d'un processus global. Cette année, le groupe de parents fonctionne lui aussi en groupe de travail répartissant les fonctions entre les anciens et les nouveaux participants, entre les responsables et leurs futurs remplaçants. Le congrès leur a demandé de travailler sur:

- la notion de garant pédagogique et de parrainage parental.
- le financement le plus autogéré possible et la prise en charge maximum de la gestion quotidienne.

• la confrontation de méthodes pédagogiques pouvant entrer en opposition: celles pratiquées par la famille ou l'école.

## Vers la communauté d'apprenants.

Même si cela demande du temps et de la patience, l'ensemble de la communauté éducative (parents, éducateurs, enfants) s'y est attelée. Sollicités par les enfants (animation et participation à des projets culturels), formés par les professionnels (conduite du groupe, élaboration d'objectifs pédagogiques), parrainés par les anciens (commission de travail spécifique), les parents s'entre-apprennent. Et pour la première fois de son histoire Bonaventure est portée essentiellement par le groupe des enfants et des éducateurs. Les parents observent, s'imprègnent de la mémoire collective, découvrent l'autogestion par l'intermédiaire de leurs enfants.

En règle générale les nouvelles familles demandent à travailler avec les enfants (animation, participation à des classes transplantées). Si une réflexion collective entre équipe pédagogique et groupe parental n'émerge pas de cette collaboration, la coupure enfant/école/famille sera simplement masquée et non transformée. Les rapports interpersonnels demeureront au stade de la convivialité et ne se transformeront pas en relation de travail. C'est pourquoi une collaboration s'instaure entre les professionnels (les garants du projet pédagogique) et les parents - animateurs ponctuels. Ces actions sont structurées et évaluées au même titre que n'importe quel projet éducatif. Elles sont datées pour éviter une fusion des groupes et une confusion des statuts. Parallèlement à ces coopérations, les nouveaux venus prennent en charge un secteur associatif.

En ne hiérarchisant pas les fonctions, en conjuguant participation et formation, en structurant les espaces et les responsabilités, nous pouvons dire que Bonaventure tend à la création d'un véritable centre éducatif autogéré. En notifiant les attentes, en élaborant des projets de coéducation, Bonaventure devient une communauté d'apprenants.

## Pour Bonaventure:

Thyde Rosell.

- (1) extrait d'un audit fait en mars 1997 par Michel Negrell, membre de la commission Regard Extérieur.
- (2) Bonaventure réunit l'ensemble de ses membres: enfants, éducateurs, familles, adhérents pour traiter des grandes lignes du fonctionnement institutionnel, des projets politiques, culturels et sociaux. Cette instance collective contrôle les actions en cours et détermine la stratégie future.
- (3) Chaque nouvel arrivant est parrainé par un pair (enfant, professionnel ou parent). Cela lui permet une meilleure compréhension du fonctionnement. Ce parrainage dure le temps de la période d'essai de la personne.

# Rapide historique sur l'éducation libertaire

**L**ES RAPPORTS ENTRE LES ANARCHISTES et l'éducation (ou l'acte de formation) ont été - on oserait dire évidemment - permanents. De P.J. Proudhon à l'expérience de Bonaventure, textes théoriques, débats, discussions, réalisations se succèdent depuis un siècle et demi.

Pour préciser son approche de la notion d'éducation, Proudhon invente (ou redécouvre) un mot: démopédie, l'enseignement du peuple. Aucun dictionnaire contemporain n'a, à ma connaissance, retenu ce vocable. C'est dommage, car il résume parfaitement son propos: l'éducation populaire, par le peuple, pour le peuple. Et à travers quelques unes de ses œuvres (en particulier *La Justice*) il donne quelques principes, et essentiellement celui de l'apprentissage polytechnique (1). Rien à voir avec l'école du même nom!

Dans la décennie suivante, Michel Bakounine va prolonger la réflexion prouhonnienne et l'essentiel de ses propositions se trouve résumé dans une page célèbre de *Dieu et l'État* (voir encadré).

Une fois lancé, ce mouvement de pensée ne va plus s'arrêter. Des noms connus jalonnent cette recherche intellectuelle et pédagogique: Kropotkine,

Louise Michel, Robin, Ferrer, Peloutier, Besnard, et les autres (4)...

De la théorie, un certain nombre de compagnes et de compagnons vont passer à la pratique et ceci dès 1880 avec l'expérience de l'orphelinat de Cempuis. Mais comment résumer en quelques lignes 120 années de réalisations? Tâche impossible! Surtout que des ouvrages récents sont parus qui, soit comblent une lacune documentaire, soit apportent des éléments nouveaux par rapport à des études anciennes. Aussi je ne peux

mieux faire que conseiller de consulter la liste des ouvrages (81 titres!) parue dans le catalogue de la librairie du Monde libertaire, avec mention spéciale pour le *Cempuis* de Nathalie Brémand, les livres de (et sur) Ferrer, Sébastien Faure, Freinet, Bonaventure, etc.

De toutes ces expériences (de la Ruhe à Bonaventure), on peut tirer quelques leçons. La première consiste à noter l'extrême difficulté à faire vivre une expérience pédagogique en dehors de l'institution officielle, la survie n'étant

possible qu'avec le concours du mouvement social (syndicats, coopératives, mutuelles, organisations spécifiques).

La deuxième consiste à noter également l'extrême difficulté de la pénétration des propositions pédagogiques libertaires au sein de l'institution officielle. Mais ceci est un autre sujet, traité dans les colonnes voisines.

Et j'aimerais conclure en rappelant - de mémoire - cette phrase de Sébastien Faure: « L'école d'hier, c'est l'école de l'Église, l'école d'aujourd'hui, c'est

l'école de l'État, l'école de demain, c'est l'école libertaire ».

Y. Peyraut

- (1) On peut sur ce sujet consulter les actes du colloque de novembre 1994 de la société Proudhon consacré à ce sujet. L'éducation: Proudhon, proudhonnisme (XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> siècles), 70 F.
- (2) Réédité dans la collection *Volonté anarchiste*, 40 F.
- (3) On peut noter avec une relative malice qu'un des plus proches amis de Michel Bakounine, et membre de la première Internationale Buisson va être un des fondateurs de l'école publique de la III<sup>e</sup> République, en tant que collaborateur de Jules Ferry. Et jusqu'en 1905, le secrétaire de Jules Ferry est un certain James Guillaume... Il pourrait être intéressant pour un historien contemporain de déterminer si, grâce à ces hommes quelques semences de propositions libertaires ont germé au sein de l'instruction publique, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est loin de nos idées.
- (4) Pour approfondir cette question, on peut consulter - entre autres - le livre de Jean-Marc Raynaud *T'are ta gueule à la révo!*, Edition du Monde libertaire.
- (5) Sur Freinet, les opinions divergent. N'a-t-il pas été membre du P.C. jusqu'en 1952? Les mauvaises langues suggèrent que ses sympathies naturelles le conduisaient vers le mouvement libertaire, mais il semble que Elise ait joué auprès de Célestin le même rôle qu'Elsa auprès de Louis (Aragon): l'ancre au P.C.

## Extrait de Dieu et l'État. Michel Bakounine

Il en sera donc de même pour les professeurs de l'école moderne, divinement inspirés et patentés par l'État. Ils deviendront nécessairement, les uns sans le savoir, les autres en pleine connaissance de cause, les enseignants de la doctrine du sacrifice populaire à la puissance de l'État et au profit des classes privilégiées. Faudra-t-il donc éliminer de la société tout enseignement et abolir toutes les écoles? Loïn de là. Il faut répandre à pleines mains l'instruction dans les masses et transformer toutes les Églises, tous ces temples dédiés à la gloire de Dieu, l'asservissement des hommes, en autant d'écoles proprement dites, dans une société normale, fondée sur l'égalité et sur le respect de la liberté humaine, ne devront exister que pour les enfants et non pour les adultes; et,

pour qu'elles deviennent des écoles d'émancipation et non d'asservissement, il faudra en éliminer avant tout cette fiction de Dieu, l'asservisseur éternel et absolu. Il faudra fonder toute éducation des enfants et leur instruction sur le développement scientifique de la raison, non sur celui de la foi; sur le développement de la dignité et de l'indépendance; sur le culte de la vérité et de la justice quand même, et avant tout sur le respect humain, qui doit remplacer, en tout et partout, le culte divin. [...] Toute éducation rationnelle n'est au fond que cette immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation devant être de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui.



# Irlande du Nord

## les syndicalistes et le processus de paix

**L**E CONFLIT CONTINU EN IRLANDE DU NORD est très largement considéré comme étant de nature tribale. Un conflit dont la seule raison d'être (1) et la seule justification repose dans une haine religieuse irrationnelle. Les médias, particulièrement ceux de langue l'anglais (y compris ceux de Dublin) évoquent souvent l'infantilisme et la puérilité des leaders des deux factions et déclarent que la violence est exclusivement causée par quelques hommes de violence. Ils fondent leurs reportages sur une dénonciation formelle de la violence au dépens d'une analyse sérieuse du sectarisme qui la sous-tend. Jusqu'au premier cessez-le-feu de l'I.R.A. (2), le compte-rendu type des faits par la radio en République au sujet de l'Irlande du Nord ressemblait à ceci : « Aujourd'hui, l'archevêque d'Armagh a fortement dénoncé les derniers massacres... ». Cette présentation sert à déguiser le véritable problème, à savoir qu'il y a une certaine classe, dans l'Ulster comme en Angleterre, qui est très contente de la situation actuelle. Parallèlement, une grande partie de la population souffre de discrimination, est battue dans les rues, tirée à vue et emprisonnée par les représentants de l'état ou abattu aléatoirement par les pelotons de la mort loyalistes.

fusse légèrement, la répartition des pouvoirs est saluée par un orage de protestation de la part des leaders syndicaux. Elles polarisent l'attention sur les accusations risibles des pro-nationalistes sur les concessions accordées à l'I.R.A. par le gouvernement de Londres. Beaucoup de commentateurs des médias présentent réellement ces allégations comme des possibilités sérieuses, en dépit du fait que c'est l'état britannique qui continue à fournir la force nécessaire au maintien de l'étatlet (5) putréfié. Ces accusations sont destinées à entretenir dans l'esprit de la classe ouvrière protestante que leurs positions relativement privilégiées au maintien de l'étatlet (5) putréfié. Ces accusations sont destinées à entretenir dans l'esprit de la classe ouvrière protestante que leurs positions relativement privilégiées au maintien de l'étatlet (5) putréfié. Ces accusations sont destinées à entretenir dans l'esprit de la classe ouvrière protestante que leurs positions relativement privilégiées au maintien de l'étatlet (5) putréfié.

### Le sectarisme et ses effets

De même, c'est la classe ouvrière, tant catholique que protestante, qui a fait les frais, dans sa grande majorité, des morts et de la violence. L'analyse de leurs actions prouve

massacres réciproques et mettent sur le même plan le récent assassinat de Billy Wright, leader du L.V.F. et le fait d'entrer dans un bar d'une zone nationaliste et de tirer aléatoirement à la mitrailleuse sur les personnes présentes. En tout, sept catholiques innocents ont été assassinés en réponse à l'assassinat de Wright. Wright était le chef du L.V.F., une organisation qui considère que « tous les catholiques sont des cibles », et été réputé avoir été personnellement impliqués dans le meurtre de 15 à 20 catholiques. Ken Maginnis, un « respectable » syndicaliste, justifie ainsi cette attaque à la mitrailleuse d'un bar de la banlieue nationaliste : « Si vous prenez en considération ce qui s'est produit ces dernier mois, avec ces concession succédant à des concession succédant elles-mêmes à d'autres concession faites à l'I.R.A. temporaire, alors le peuple d'ici est devenu si déshumanisé qu'ils en est arrivé à souhaiter la terreur et à dire que seule la violence paye ».

Cependant, il n'est certainement pas vrai que les pelotons de la mort loyalistes représentent le « peuple » comme l'affirme Maginnis. Leur rapport avec la classe ouvrière protestante est basée sur la crainte et la révolusion. Les personnes de gauches et les alternatifs sont mena-

au de la dissidence. Paisley entretient les mêmes relations avec les pelotons de la mort loyalistes que Le Pen avec les groupes de néo-nazis violents en France. La grande différence est qu'en Irlande du Nord ces groupes sont favorisés par la collusion des différents éléments de la structure de puissance, ce qui les rend considérablement plus dangereux. La force de maintien de l'ordre des six contés (R.U.C. (9)), composée à 95 % de protestant, a été surprise à de nombreuses occasions en train de transmettre des informations aux pelotons de la mort.

### Le rôle de l'État

L'état britannique tente de se faire passer comme neutre dans conflit, comme un arbitre impartial dont la patience et le sens de l'équité peut aider à surmonter l'« infantilisme » des deux partis. Cette apparence est, naturellement, éloignée de la vérité - l'Irlande du Nord reste une colonie britannique contrôlée par la force de l'armée britannique. L'examen de leurs « concessions » annoncées est révélatrice. Après le premier cessez-le-feu de l'I.R.A., ils ont simplement refusé de négocier, détruisant ainsi tout espoir de paix. On s'attendait à ce que les Anglais relâchent quelques prisonniers républicains pour instaurer un « climat de confiance ». Le seul prisonnier libéré était en fait un soldat anglais - Lee Clegg qui avait tiré et tué un adolescent désarmé et qui n'avait purgé que trois ans de sa peine. De toute façon, c'était au temps de la gestion tory; peut-être l'élection Tony Blair et du New Labor donnera-t-il un nouvel essor au processus?

L'annonce récemment faite par Blair d'une nouvelle enquête sur le dimanche sanglant de Derry a été considérée comme brave et courageuse par beaucoup de commentateurs. En outre, à la différence de son prédécesseur, John Major, il n'a pas besoin du soutien des syndicalistes au parlement. Cependant il serait tout à fait erroné de croire que le gouvernement de Blair ait plus de sympathie à l'égard des nationalistes irlandais que les gouvernements précédents. Blair a été forcé d'annoncer l'enquête car, moins de 24 heures auparavant, le gouvernement irlandais avait publié son propre rapport de 178 pages sur le dimanche sanglant qui a démolissait les conclusions de l'enquête initiale et comportait les témoignages de soldats britanniques expliquant que leurs officiers leur avaient dit : « nous voulons quelques morts aujourd'hui » avant la marche ait commencée. Les Anglais étaient « furieux » de la communication du rapport à la presse. Leurs plans initiaux pour s'« excuser » furent changés à la hâte pour empêcher l'état irlandais d'être entendu et pour reprendre en fermement main le processus. L'autre preuve d'un changement d'attitude de Londres part rapport à l'Irlande du Nord est éga-

lement fragile. L'annonce « historique » que la Grande-Bretagne n'a plus de raison « économique ou stratégique » pour se maintenir tenir dans la province ne compte pas pour beaucoup alors que des milliers de soldats continuent de l'occuper par la force. L'État britannique, sous la conduite de Tony Blair, continue d'apporter son soutien aux structures de puissance sectaires en Ulster, à l'instar des gouvernements travaillistes antérieurs. Une fois de plus, les parlementaires « socialistes » s'avèrent être les défenseurs ardents d'une illégale structure de puissance, tout comme la droite. L'État, et particulièrement un état puissant comme l'Angleterre, est d'un impérialisme agressif pour ce qui concerne les affaires extérieures.

### L'enjeu des négociations

L'état anglais est dans une position où des tentatives continues de répression sont considérées potentiellement trop onéreuses (spécialement celles dues aux attaques par l'I.R.A.'s des cibles économiques). Aussi, il essaye de forcer l'élite locale à rétrocéder une partie de sa puissance à la classe moyenne catholiques.

Ces entretiens semblent suivre un double ordre du jour : d'une part, contribuer à diviser dans la classe ouvrière irlandaise au moyen d'un certain type de système de quote-part et, par ailleurs, incorporer la bourgeoisie catholique à la gestion de la province. Les entretiens de Thusfar se sont concentrés sur des questions de peu d'importance pour des personnes de la classe ouvrière : la population exacte du Nord, les institutions du Sud, les pouvoirs précis de l'assemblée Nord irlandaise. Il fut peu fait mention des Droits de l'Homme les plus élémentaires, des discrimination à l'embauche, ou d'autres plus larges problèmes sociaux qui concernent beaucoup plus les habitants du Belfast ouest républicain et du Shankill protestant. Le Sinn Féin et le S.D.L.P. (10) semblent être beaucoup plus intéressés par le partage des pouvoirs que par la classe ouvrière. Aucun changement fondamental ne viendra des négociations entreprises par des politiciens irresponsables. Il va de l'intérêt de tous les membres de classe ouvrière en Irlande de s'opposer à n'importe quel règlement qui sert les intérêts du riche et du puissant et de lutter contre la répression, la division et la haine.

**Chekov,**  
correspondant à Dublin  
pour le Monde Libertaire.



Le groupe qui tire les bénéfices les plus évidents bénéficie de la division sectaire est la classe dirigeante protestante, représentée par les syndicalistes politiques des D.U.P. (3) et U.U.P. (4). Leur attitude lors du processus de paix a souligné, de nouveau, où se trouvent leurs intérêts. Ils n'ont cessé de traîner des pieds, refusant de considérer n'importe quelle paix qui ne serait pas reddition, retour au sectarisme, soumission et division continues de l'I.R.A. sur le dos de la classe ouvrière irlandaise. La tactique consistant à diviser la classe ouvrière en camps sectaires fut toujours préférée par les Syndicats d'État, depuis leurs origines. Toute suggestion de modifier,

clairement que le but principal des escadrons de la mort loyalistes (U.D.A. (6), U.V.F. (7) et L.V.F. (8)) est d'empêcher n'importe quelle solidarité d'émerger au sein de la classe ouvrière qui risquerait de couper court au divisions religieuse. En même temps qu'ils entretiennent une campagne de la terreur contre la classe ouvrière nationaliste, ils visent tout protestant qui émettrait l'idée d'établir des liens entre les deux communautés. Il peut être mortel d'avoir un associé de l'« autre côté ». Les politiciens savent très bien que leur refus de négocier et leurs accusations outragées légitimise le meurtre aveugle de nationaliste innocent. Ils condamnent ces

cés et intimidés tandis que ces troupes tirent profit du commerce de la drogue. Les escadrons de la mort loyalistes recrutent dans la même frange de la société que la droite extrême le fait ailleurs en Europe : les jeunes, les chômeurs et les pauvres dont le mécontentement face à la situation économique et sociale peut être jugulé et détourné de son origine (c.-à-d. l'exploitation par la classe dominante) à l'encontre de l'autre. Ces groupes ne sont pas, contrairement à ce que les syndicalistes voudraient nous faire croire, composé de quelques hommes violents isolés mais sont en fait un instrument nécessaire des puissantes structures syndicale qui contribuent

(1) En français dans le texte (Ndt).  
(2) I.R.A.: Irish Republican Army.  
(3) D.U.P.: Democratic Unionist Party.  
(4) U.U.P.: Ulster Unionist Party.  
(5) Néologisme pour statelet (Ndt).  
(6) U.D.A.: Ulster Defence Association  
(7) U.V.F.: Ulster Volunteer Force.  
(8) L.V.F.: Loyalist Volunteer Force  
(9) R.U.C.: Royal Ulster Constabulary.  
(10) S.D.L.P.: Social Democratic and Labour Party.

# La Fédération anarchiste sur le Web

**D**ÉPUIS QUELQUES TEMPS déjà, la Fédération anarchiste est présente sur Internet, avec plusieurs sites web. Qu'y trouve-t-on, et pourquoi développer un tel outil ? Réponse ici-même.

Le site F.A. proprement dit (<http://altern.org/fa>) présente les principes de base de notre organisation, les communiqués de presse récents, ainsi qu'un certain nombre de liens vers d'autres sites. Tout d'abord, depuis la page d'accueil, ceux des sites de sa radio, de sa librairie et de son journal. Sur la page des groupes, telle qu'elle paraît régulièrement dans *le Monde libertaire*, vous trouverez les liens vers les sites de tous les groupes de la F.A. qui en possèdent un, tels les groupes Albert Camus de Toulouse, le groupe La Mistoufle de Dijon, le groupe Roger Caussimon de Nancy, les groupes Louise Michel et La Vache Folle de Paris, la liaison Ardennes, ou encore ceux qui ont une page relative à l'émission qu'ils animent sur Radio libertaire, tels le groupe Février, pour ses émissions Femmes Libres et Les Chroniques du nouvel Ordre mondial. Sur la page des contacts, on trouve des liens vers les sites d'autres organisa-

tions libertaires, telle l'Internationale des Fédérations anarchistes, dont la F.A. est membre, ainsi que d'autres sections de celle-ci, ou encore de l'Association internationale des travailleurs et ses sections, mais aussi des liens vers d'autres ressources Internet liées au mouvement anarchiste, comme un certain nombre d'œuvres célèbres disponibles sur le Web (hélas toutes en anglais), ou un splendide éphéméride anarchiste, sans oublier les copains de l'association Thank you Ferré.

Sur le site de *Radio libertaire* (<http://altern.org/rl>), vous trouverez l'historique de la station, les communiqués de presse récents du secrétariat, la liste des endroits où la carte d'auditeur donne droit à des réductions, un certain nombre de pages présentant en détail telle ou telle émission, telles *Wreck this mess*, *Femmes libres*, *La philanthropie de l'ouvrier charpentier* (avec même des extraits sonores à télécharger !), *Chroniques rebelles*, *Les chroniques du nouvel ordre mondial*, *Folk à lier*, *Progressions*, *Les nuits off*, *Il y a de la fumée dans le poste*, *Ah, Jaisys, it's sunday again !* et *Le mélange*. En espérant que la liste s'allonge... Et surtout, vous y trouverez la grille des programmes à

jour, disponible au téléchargement, ainsi que les annonces des prochains thèmes abordés par les émissions, comme ils paraissent régulièrement dans *le Monde libertaire*.

Sur le site de la librairie du *Monde libertaire* (<http://altern.org/publico>), on trouve l'intégralité du dernier catalogue, classé pour l'instant par rubrique comme le catalogue papier. Et on trouve également l'ensemble des notes de lecture parues dernièrement dans *le Monde libertaire* relativement aux bouquins de ce catalogue, accessible par un simple clic depuis les pages de celui-ci. En attendant bientôt une véritable base de données. Hélas, on ne peut encore commander ses livres en ligne. Le site du *Monde libertaire* (<http://altern.org/ml>) présente le *Monde libertaire* de la semaine, consultable article par article, ainsi que tous ceux parus depuis quasiment six mois, sous forme de pages complètes. Là aussi, une véritable base de donnée ne saurait tarder.

## Ce n'est qu'un début...

Tout ceci montre que dans l'ensemble ces différents sites ne font que reprendre des informations déjà parues dans notre journal, ou annoncées sur *Radio libertaire*. Mais elles ont l'avantage d'être plus régulièrement actualisées, et de commencer quelque peu à profiter de l'aspect multimédia du Web, avec des photos et parfois même des extraits sonores. Et le développement futur d'Internet, et notamment son ouverture de plus en plus

grande au public, devrait en faire un média supplémentaire, avec des fonctionnalités impossibles ailleurs, de même que le minitel n'a pas simplement repris l'annuaire en papier, il l'a transformé. Voilà déjà une bonne raison pour les anarchistes de profiter d'un nouvel outil pour leur propagande.

De plus, la nature même d'Internet change complètement la notion de média. Jusqu'ici, pour s'exprimer publiquement, il fallait du matériel, une infrastructure inaccessible au péquín moyen. L'ouverture des radios libres en 1981 par exemple a profité à tous les mordus des radios pirates qui disposaient déjà d'un matériel assez conséquent. Et aujourd'hui, c'est impossible à faire sans une flopée de pognon derrière soi. Aujourd'hui, n'importe qui disposant d'un ordinateur et d'une connexion Web, que ce soit à titre personnel ou à son travail peut ouvrir très facilement son site. Ce n'est peut-être pas encore le cas de tout le monde en France, mais c'est déjà assez large. D'où une relative démocratisation de l'expression publique.

Enfin, un point fondamental d'Internet, c'est sa structure en réseaux interconnectés. Alors que le Minitel par exemple était un service proposé par France Télécom, et géré par cet organisme, Internet n'est géré par personne en particulier, mais est formé par l'ensemble des ordinateurs connectés. D'où une quasi impossibilité de contrôle (si ce n'est indirectement sur les structures hébergeant tel ou tel site) par une quelconque entité, état ou

entreprise. C'est donc un espace de liberté, virtuel certes, mais de liberté quand même. Ce qui fait hurler certains à la licence (Mon dieu, et qui va empêcher les pédophiles d'agir ?), et pose un certain nombre de problèmes nouveaux aux états. Ainsi, l'utilisation de logiciels de cryptographie pour ses communications personnelles, qui permet donc d'échapper à toute surveillance, relève en France du délit d'espionnage... ce qui est hallucinant quand on compare à la facilité d'obtention de tels logiciels (il suffit de les télécharger depuis des sites situés hors des frontières françaises). Et cette liberté est également menacée par l'arrivée du mercantilisme. Alors que la philosophie initiale d'Internet était de mettre tout à disposition de tous (à chacun selon ses besoins, en quelque sorte...), dans une logique d'échange, les publicitaires arrivent en force, avec des moyens de fichage des clients inespérés pour eux (quelles pages a-t-il visité ? quels produits sont susceptibles de lui être proposés de façon personnalisée ?), et le débat sur le droit d'auteur est d'actualité. Là où la technologie avait ouvert une brèche, le capitalisme s'y engouffre plein pot. ça ne vous rappelle pas l'histoire des radios libres ?

Pour toutes ces raisons, je crois qu'on peut dire que non seulement les anarchistes avaient intérêt à aborder Internet, mais il en avaient même la nécessité, pour y défendre là aussi la liberté d'expression.

Guillaume  
groupe Louise Michel

## CINEMA

### Clandestins

Depuis le début des années 90, près de mille voyageurs sans papiers, cachés sur des navires, tentèrent de rallier « l'Eldorado » canadien pour y obtenir l'asile. Avant de réaliser leur long métrage, au réalisme nullement surfait, le Québécois Denis Chouinard et le Genevois Nicolas Wadimoff interrogèrent des dizaines de courageux qui avaient effectué le long trajet depuis l'Afrique ou l'Europe. Dans *Clandestins*, six étrangers, qui ont acheté à un passeur leur ticket vers un ailleurs moins misérable, végètent durant trois semaines dans 25 mètres carrés d'un des nombreux containers arrimés sur un cargo en partance du Havre pour Halifax. Alors qu'ils espéraient atteindre leur destination en huit jours, une panne immobilise l'embarcation au milieu de l'océan. La lutte pour la survie dans une atmosphère poisseuse et une promiscuité où la dignité individuelle reste, elle aussi, en rade, exacerbe les tensions. Cette cohabitation forcée dans un contexte qui, contrairement aux a priori « politiquement corrects », n'incline pas obligatoirement à de chaleureux élans de solidarité, se meut rapidement en un affrontement physique entre certains protagonistes. Walid (Moussa Maaskri), grièvement blessé après un pugilat d'une brutalité extrême avec Roman (Anton Kouznetsov), succombera du tétanos. En échange de quelque nourriture, Dora (Simone Maicanescu) livre passivement son corps aux assauts du primaire Russe. D'emblée, celui-ci ne se gêna pas de se sustenter sans partager avec ses compagnons d'infortune, rapidement à court de vivres. Les raisons précises de la fuite demeurent obscures, mais le désarroi se lit sur les visages, souvent montrés en plans rapprochés, ou perce au détour d'une phrase. Lorsque Walid précise à Halimi (Hanane Rahman) qu'il compte obtenir le statut de réfugié politique, elle lui rétorque : « Pour ça, il faut avoir un passé ». Les deux cinéastes ménagent le suspense. À l'échelle de Liverpool, un homme en uniforme précise à Kolia (Miroslaw Baka), le capitaine, qu'il risque une inspection en raison du délabrement du bateau. Transporte-t-il des marchandises de contrebande ? Là encore le mystère persistera. L'équipage repère finalement les passagers. Kolia, qui sait que les autorités canadiennes lui réclameront 5 000 dollars par tête, fait mettre Roman et les deux femmes à la mer dans un canot pneumatique. Svetlana (Christelle Sabas), la fille de Dora, et Sandu (Ovidiu Balan), dont un matelot avait repéré l'empreinte entre le pont et les cuisines, regardent les côtes canadiennes...

Pour Nicolas Wadimoff, « l'immigration est un phénomène irrémédiable, qui amène une plus-value culturelle dans nos sociétés » (1). Il y a sans doute plus de Suisses qu'on ne le croit qui partagent ce point de vue...

René Hamm

## LECTURE

### La chanson anarchiste en France, des origines à 1914

**J'**AI TOUJOURS PENSÉ ET RESSASSÉ QUE LA musique est le parfait véhicule de la poésie et que, la chanson est l'instrument idéal de la propagande. Si je n'avais pas pensé cela, j'y serais venu aujourd'hui. Voilà qu'un livre extraordinaire traite à fond ce problème. Notre ami Gaetano Manfredonia vient de sortir chez l'Harmattan « La chanson anarchiste en France des origines à 1914 ». Ce texte de 300 pages, plus 150 pages de notes est probablement ce qui s'est fait de plus complet sur ce que beaucoup considèrent comme un art mineur. Cette étude minutieuse, solidement étayée, est la somme d'un travail de bénédictin. Que notre ami ne prenne pas ombrage du terme de bénédictin, d'autres l'ont assumé, qui le méritait moins que lui. Ce travail de recherches, d'une étendue sans doute rarement atteinte, nous démontre que l'auteur, en historien conscient, ne laisse rien au hasard ; la foultitude de détails illustrant les notes ravira les plus friands lecteurs ; tous seront surpris, car les anecdotes exhumées par le chercheur sont de choix.

Nous ne citerons pas ici les noms des auteurs ou interprètes auxquels Manfredonia rend hommage, ils sont trop nombreux. Mais nous ne pouvons que le remercier de citer leurs prouesses et leurs sacrifices. La chanson anarchiste, populaire, socialiste, est traitée magistralement. La chanson n'est pourtant pas le sujet exclusif du livre. Les textes de liaison et les commentaires précis de l'auteur sont un véritable cours d'histoire qui me fait penser à une suite succincte de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine. Si j'étais contraint de ne plus posséder qu'un seul livre, je crois que j'opterais pour celui-là, véritable monument d'érudition. En de nombreuses occasions l'auteur se fait critique ; aux fréquentes élucubrations (erreurs qui nous ont fait tant de mal) de parolier plus ou moins utopistes, il oppose un réalisme de bon aloi qui manqua bien souvent à nos milieux. Que l'on m'entende

bien, il ne s'agit pas de dénigrer systématiquement le rêve des hommes, mais de lui assurer des assises plausibles. Il n'est pas question de savoir si la chanson anarchiste fut bonne ou mauvaise, il y en eut pour tous les goûts. L'important reste la portée de la chanson ; l'anarchisme s'est appuyé sur la chanson, celle-ci lui a beaucoup apporté. L'auteur insiste longuement sur les « goguettes », réunions chantantes qui apparurent à partir de 1840. Le livre s'arrête à la guerre de 1914, les goguettes familiales, souvent organisées par le parti communiste n'apparaissent pas ici. Cependant, il y avait aussi dans les quartiers populaires des bistrotiers chantants aux séances spontanées, tel celui que mon père tint de 1933 à 1940, où ne manquaient pas les chanteurs en tout genre. Il y avait là des choristes brûlant de l'envie de se pousser un peu et une foule de gens qui chantaient pour le plaisir. Mon pacifisme (presque intégral) me vient sans doute de l'écoute répétée du « Soldat de Marsala » que poussait souvent un habitué. A cette époque, il n'y avait pas de réunion familiale sans le tonton machin qui entonnait quelque scie de son goûr. Aujourd'hui, les modes qui nous sont imposés par des décideurs ou des politologues ont rayé des activités populaires la chanson en général et surtout la chanson sociale. Il y a peu de gens qui chantent encore ; les quelques amateurs qui chantent en jardinant, par exemple, sont désignés par le triste popolo comme des originaux. Dans ces conditions, il semble impossible de relancer à présent ce moyen si efficace de propagande. Pourtant, disposant d'antennes non négligeables, *Radio libertaire* et quelques autres stations en province, où les anars se sont entendus, pourraient y réfléchir. L'arme de la chanson n'est peut-être pas définitivement enterrée...

Jean-Ferdinand Stas

*La chanson anarchiste en France des origines à 1914*. Gaetano Manfredonia, Éditions l'Harmattan. 450 pages, 220 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

# CINÉMA Sous le signe de l'ours Berlin 1998

LES FILMS LES PLUS intéressants venaient de la Chine, de Hong Kong, de Taïwan, donc d'une seule et immense « cité de la douleur », comme le film du même nom. Que ce soit *Sweet generation* de Lin Cheng-Sheng ou *Hold me tight* de Stanley Kwan, des jeunes cherchent une place, font l'amour, se trompent de sexe, toujours en quête désespérée d'un autre, de sexe, d'avenir ou d'une passion éphémère, l'ambiguïté des liens entre frère et sœur traduitient autant la dissolution de la famille ancienne que l'impossibilité de fuite ou d'approche de désirs nouveaux et inexpérimentés... des films questions, sollicitant notre curiosité et notre compassion. De cette extase assez confinée à la puberté se détachent des œuvres de maturité comme *Eighteen springs* de Ann Hui, mélodrame classique sur une méprise amoureuse entre deux sœurs et deux amis, où apparaît toute l'ambiguïté du rôle de la famille qui orchestre sacrifice, rupture, trahison dans une tradition racinéenne ou shakespearienne. Une autre œuvre réalisée par un débu-

tant sur la Chine post-maoïste raconte sans pathos l'histoire d'un petit voleur qui finit par se faire pincer par une belle chanteuse de karaoké et par le zèle post-révolutionnaire de policiers peu libertaires et très vieux jeu ; un briquet joue l'air de la *Lettre à Elise* et le tatouo ne fonctionne jamais au bon moment. On verra sûrement *Xiao Wu* de Jia Zhang Ke dans nos cinémas. Tristesse de jeunesse hors la loi et hors normes. Une drague dans les ruelles entre un garçon et une fille, filmée à distance, rendant la dimension de la cité et confondante de nature et d'originalité. Jia Zhang Ke a tourné avec des non-professionnels et un budget dérisoire. Grande réussite d'un film primé (forum du jeune cinéma). Berlin est toujours en chantier et le déménagement-aménagement de l'ancienne-nouvelle capitale Berlin ne sera achevé que vers l'an 2000. Le festival continue donc un an au moins dans ses lieux anciens, mais se déplace avec toutes les projections à la partie Est de la ville, et double le nombre des spectateurs. Les succès du cinéma français com-

me par exemple *On connaît la chanson* n'étaient donc pas surprenants. Alain Resnais récoltait ainsi un prix pour l'apport de son cinéma à l'art cinématographique. L'ours d'or était attribué à un film venu du Brésil, d'une cinématographie moribonde. *Central do Brasil* de Walter Salles, qui filme cette gare centrale comme un documentariste ; la gare où s'installent les protagonistes d'une vraie histoire romanesque. Une femme, écrivain public, et un petit garçon qui veut retrouver son père. La traversée du pays et du Sertao donne lieu à un voyage fait de hasards, de rencontres, de surprises qui ont enchanté le public et les jurés. Le public de Berlin, un des plus généreux et des plus curieux, s'est laissé charmer par *Jeanne et le garçon formidable*, une comédie musicale, hommage à Jacques Demy. Mathieu Demy et Virginie Ledoyen, formidables, transportent un sujet grave, le sida, et les tourments des sentiments en dansant et en chantant. Les auteurs, Olivier Ducastel et Jacques Martineau, ont repris et actualisé l'univers enchanté de Jacques Demy. Ils ont su créer leur propre musique, et c'est très souvent très réussi. Comme tous les ans, les films les plus audacieux figuraient au forum, consacré au jeune cinéma du monde entier. Un magnifique *Tokyo Lullaby* de Jun Jchikawa jouait sa mélodie nostalgique, et des films venus de l'ex-U.R.S.S. racontaient la solitude et la ferveur de gens attachés à leur terre et leurs villages malgré Tchernobyl et l'économie en déroute qui caractérisent cette région du monde sinistrée.

Le cinéma, c'est le monde ; la grande rétrospective consacrée à l'œuvre de Curt et Robert Siodmak rappelait cette vérité fondamentale. Leur œuvre éclot à Berlin et s'achève à Hollywood en transportant les brûlots de notre histoire dans l'autre monde. **Heike Hurst. - Fondu au Noir (Radio libertaire)**

## à la petite semaine Cet âge est sans pitié

Une semaine s'est écoulée. Comme les autres, et comme celles qui suivront, elle aura vu disparaître des centaines de milliers de personnes, passées par profits et pertes de l'économie mondiale, victimes de la faim ou de leurs conditions de travail, morts peu intéressantes car programmées chaque année, statistiques en quelque sorte, et s'inscrivant par là même insidieusement dans une regrettable fatalité.

Une semaine s'est écoulée. La dernière pour une masse d'individus broyés, mutilés, torturés, fusillés, exécutés, victimes légales et oubliées de ces États barbares, reconnus et respectés, dont les rapports annuels d'Amnesty International rappellent l'extrême et permanente brutalité qui préside à leur « sécurité ».

Une semaine s'est écoulée, ni pire ni meilleure que celles qui ont précédé. Avec ses conflits guerriers nouveaux ou prolongés, ces Irlande, ces Afghanistan, ces Algérie, ces Indonésie, ces Congo-Kinshasa, ces Sri-Lanka, ces Kosovo, ces Colombie, Inde, et Sierra Leone, charriant leurs lots d'atrocités, de morts violentes en quantité, feuilleton banal, interminable, sans surprises, sans rebondissements.

Dans cette marche du monde cruelle et insensée, ce train-train meurtrier qui laisse le plus grand nombre un peu blasé, médiatiquement sans grand intérêt car trop routinier, voilà que du côté de Rouen un jeune homme de 15 ans, assassin pour un rien, est venu se glisser à la une de l'actualité.

Cette montée de la violence chez les adolescents, dans un monde adulte exemplaire qui offre à ses enfants un spectacle et un avenir exaltants, c'est incroyable, non ? Cet âge est vraiment sans pitié...

Floréal

### Librairie du Monde libertaire forum

« Histoire méconnue et oubliée du syndicalisme  
havrais » (éditions Le Libertaire)  
le 14 mars à 16 h 30

### RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 12 mars à 18 heures :

*Si vis pacem* : Comment communiquer en l'an 2000 ?  
Discussion avec des espérantistes.

jeudi 12 mars à 20h 30 :

*Microclimat* : avec Anne Thébaud-Meny sur le thème  
des risques du travail.

vendredi 13 mars à 14 h 30 :

*Jazz en liberté* : Charles Mc Pherson quintet  
en public (1966) ; Ornette Coleman ensemble (1985) ;  
Hervé Meschinot quartet (1997).

vendredi 13 mars à 16 heures :

*Reflex* : Mark Hunter auteur du livre  
« Un américain au Front »

vendredi 13 mars à 22 h 30 :

*Humeurs libertines* : avec Roland Agret à propos de la  
sexualité en prison

samedi 14 mars à 19 heures :

*Pas de quartier* : « Tout ce que vous avez toujours voulu  
savoir sur radio libertaire sans avoir jamais osé le  
demander... »

samedi 14 mars à 23 heures :

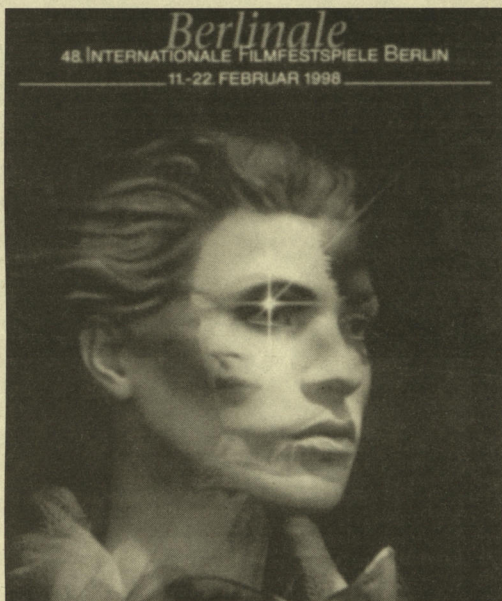
*Harmonie du monde* : Joly Braga Santos, compositeur  
portugais.

lundi 16 mars à 19h 30 :

*La mémoire sociale* : suite de la série  
consacrée à Karl Marx.

mercredi 18 mars à 10h 30 :

*Blues en liberté* : Le sexe et le blues.



## Tuez un salaud, c'est beau...

VOUS AVEZ ADORÉ LA NUIT DES CHATS BOTTÉS, où F.H. Fajardie réalise ses fantasmes gauchistes en attaquant Renaud-Billancourt au mortier lourd, dans *La Nuit des Chats bottés* ? Vous avez exalté au moment où le héros de *Spinosa encule Hegel* (dont la suite, *A sec* !, vient d'ailleurs de sortir), de J.B. Pouy, repeint le sacré cœur avec un Canadair, trois tonnes de peinture blanche et une de peinture rouge ? Alors je ne peux que vous recommander les aventures du Soviet, un groupuscule gauchosituationniste passé à la lutte artistico-terroriste, tout droit sorti de l'imagination d'un duo talentueux, Emmanuel Jouanne et Yves Frémion, qui signent leur œuvre Colonel Durutti. Les premier et quatrième volumes, sortis autrefois chez fleuve noir et complètement introuvables aujourd'hui, viennent en effet d'être réédités chez Gallimard, dans la Série Noire.

« Tuez un salaud, c'est beau, tuez un salaud, c'est rigolo » est le refrain du premier volume, où le soviet provoque une panique généralisée en incitant tout un chacun à faire œuvre de salubrité publique, organise un happening-vernissage de flics suspendus à des crocs de bouchers, fait de la couleur mauve un symbole subversif de premier rang, et récupère ses membres victimes de la répression étatique jusque dans un pénitencier de sécurité maximum... Avec en prime une émission de *Radio libertaire* plus vraie que nature !

Dans l'autre, nos joyeux drilles reconstruisent un fragment

du mur de Berlin sur la Kurfürstendammstrasse (les Champs-Élysées allemands), avec en prime deux grands patrons et le n°2 de la C.D.U. en incrustation. Avant d'exposer le premier conseiller d'Axel Springer statufié lors d'un vernissage au Muséum des beaux-arts, en présence du ministre. Bref, cette fois-ci leur liste mauve fait partir en vacances précipitées tous les salauds d'outre-Rhin.

Mais il reste encore deux volumes, me direz-vous... Eh oui, il y a *Le Rat débile* et *Le Rat méchant*, dans lequel des renards enragés et des bactéries métalophage s'ajoutent à la pharmacopée habituelle de nos guérilleros, et C'est la Danse des Connards, qui appelle à la gloopinisation forcée (dixit Noël Godin dans l'excellente *Anthologie de la subversion carabinée*) de toute la vie littéraire du pays : le gros rouge de Duras chargé au méthanol, le sida pour d'Ormesson, et Glucksmann retrouvé enfermé dans un char russe au musée de la guerre...

Alors, qu'attend l'éditeur pour ressortir aussi ceux-là ? Voir même pour enfin éditer le cinquième opus, *Le Soviet* au Congo...

Guillaume. - groupe Louise Michel

*Le Soviet, Colonel Durutti*, Série Noire, Gallimard. 36 F.

*Berlin l'enchanté*, Colonel Durutti, Série Noire, Gallimard. 36 F.

Tous les deux sont en vente à la librairie du *Monde libertaire*. Ainsi que toutes les autres références citées.

NANTES

## Contre la venue de Le Pen

**L**E PEN SE RENDAIT À NANTES dimanche 1er mars. Une contre-manifestation était organisée. La social-démocratie, quant à elle, tentait à deux semaines des élections de créer une forte mobilisation : contre le spectre du fascisme, il faut voter utile pour la gauche plurielle. Logique tragique et triste ironie, quand en même temps on pouvait lire les communiqués laconiques annonçant que 32 sans-papiers, le 22 février dernier, étaient expulsés avec une aide de 4 500 F par adulte et de 900 F par enfant pour leur réinsertion ! Triste ironie que tous les libertaires se devaient de dénoncer par le refus de la présence d'un Parti socialiste qui finalement n'osera pas s'afficher. Les libertaires ont de leur côté provoqué une large mobilisation, avec entre autres un carnaval impulsé par No Pasaran.

Le résultat de cette manifestation est très intéressant. Un cortège de 6 000 personnes a parcouru le centre-ville nantais avec à sa tête près de 2 000 personnes dans le cortège libertaire. Ces 2 000 personnes, qui ne sont pas forcément anarchistes, mais qui choisissent délibérément d'être dans le cortège libertaire, nous confirment qu'effectivement notre mouvement a devant lui des perspectives. Quant à la Fédération anarchiste, nous sommes intervenus avec tracts et banderoles, avec le soutien de militant(e)s des groupes de Rennes, Quimper, Vannes, Brest et Angers.

Deux bémols à ce bilan ! Le premier habituel est à chercher du côté de la presse. Presque pas un mot sur l'imposant cortège libertaire si ce n'est notre banderole à la Une du *Presse Océan*. Comment faire pour occuper 2 000 personnes dans une manifestation de 6 000 personnes ? Devenez journaliste

dans un journal soutenant un système de démocratie parlementaire et libérale ! Mais à ce premier bémol point de surprise...

Le deuxième bémol est à chercher dans la fin de la manifestation, qui a provoqué nombre de départs précipités, dont les militant(e)s de la F.A., en lançant quelques slogans antinationalistes. Effectivement la manifestation s'est terminée par l'union avec un rassemblement breton organisé par le C.U.A.B. (Comité pour l'unité administrative de la Bretagne). La situation est d'autant plus inacceptable que des libertaires ont soutenu une telle démarche. Ces libertaires, par cette action, ont montré le vrai visage de leur nationalisme car ce rassemblement breton n'était même pas un regroupement d'une quelconque gauche révolutionnaire bretonne. Non, le C.U.A.B. est très œcuménique et regroupe autant l'U.D.B. (proche du P.S.) que des personnes de droite. Cette manifestation recevra le soutien de personnalité du P.S. et de l'U.D.F. : un programme très révolutionnaire ! D'ailleurs au moment où la jonction se faisait, nous avons eu le droit à un réel discours patronal : « Ce qu'il nous faut c'est une région forte. Avec le rattachement de la Loire-Atlantique, la Bretagne sera plus forte dans la lutte économique européenne... » Tout un programme ! De son côté Le Pen avait aussi ses drapeaux bretons (dans son discours et dans son service d'ordre)... Laissons-les se battre pour un drapeau national...

Notre lutte antifasciste est ailleurs. Et dans cette actualité électorale, elle se situe bien dans l'affirmation nette qu'une élection n'est pas une arme contre le fascisme, que la social-démocratie n'est pas un rempart suffisant... Voter pour une gauche qui expulse, voter pour une gauche dont le programme économique d'exclusion favorise la montée des idées d'extrême droite n'est qu'une illusion et une illusion dangereuse. La réponse de notre antifascisme se situe ailleurs, dans la construction progressive d'un mouvement social, au cours des luttes... C'est pour discuter de ces problématiques qu'au lendemain des élections des débats seront organisés (cf agenda) avec Ronald Creagh, historien et militant, qui retracera les principales étapes de la lutte antifasciste entre les deux guerres, pour donner un éclairage et discuter des luttes actuelles.

Régis Balry  
groupe EA. de Nantes



SAINT-ETIENNE

## Forte mobilisation libertaire contre le F.N.

**L**E 22 MARS 1997, Bruno Mégret venait haranguer ses édiles à Saint-Etienne. Environ 10 000 personnes s'étaient mobilisées contre sa venue, à l'appel du Collectif contre les lois racistes et xénophobes, ainsi que de diverses associations et partis politiques (P.C., P.S., etc.).

Presque un an après, le samedi 28 février 1998, voilà Mégret qui récidive. Cette fois, environ 4 000 personnes sont descendues dans la rue pour protester.

On pourrait s'étonner du peu de mobilisation de cette deuxième manifestation, mais ce serait oublier que la protestation de l'année dernière avait été provoquée par les lois scélérates Pasqua-Debré et l'appel à la désobéissance civique lancé par les cinéastes. Le mois de mars 1997 était donc marqué par une effervescence toute particulière. Depuis, il y a aussi eu un changement de gouvernement.

Cette année, en revanche, les sans-papiers sont tombés dans l'oubli. De plus, les élections régionales et cantonales étant toutes proches (15 et 22 mars), les partis politiques n'ont pas trop mobilisé, de peur de perdre des électeurs potentiels sur le thème de la sécurité.

Il est regrettable, mais somme toute pas étonnant, que l'indignation ait besoin d'un « climat » et que la gauche s'en serve à outrance ou, au contraire, avec parcimonie, selon le contexte électoral. Ceci étant dit, cette manifestation fut une réussite pour les libertaires. En effet, la Fédération anarchiste et la C.N.T. avaient décidé de former un cortège unitaire et de se dissocier du collectif antifasciste, qui avait pourtant lancé l'appel à manifestation, et qui regroupe le P.S., le P.C., les Verts, Ras L'front, entre autres, ainsi que des associations religieuses en tous genres. Nous ne pouvions nous acquerir avec des gens que nous ne cessons

de combattre. Sous les drapeaux noirs ou noirs et rouges, se pressaient un millier de personnes sur les 4 000 de la manifestation, ce qui est énorme pour Saint-Etienne.

Il ressort de cela que les individus sont de plus en plus sensibles à nos idées et désirent lutter aux côtés des anarchistes, phénomène que nous observons quotidiennement dans notre librairie-bibliothèque « La Mauvaise Graine ». Signalons d'ailleurs que nous organisons le lendemain une table ronde sur le thème « fascisme et antifascisme » qui a réuni une vingtaine de personnes.

Groupe « Asturies »  
(Saint-Etienne)



## La plus rebelle des radios fait la fête !

Radio libertaire rencontre ses auditeurs



Plus d'une trentaine d'émissions présentes...

Théâtre, poésie, musiques, expos, livres, disques, K7, débats...

samedi 21 mars

entrée gratuite de 14 heures à 20 heures.  
de 20 heures à 22 heures, musique et danse tzigane. Entrée 50 F (30 F chômeurs).  
31, rue Farcot, Saint-Ouen (93), métro Garibaldi

A G E N D A

jeudi 12 mars

**MONTPELLIER** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur les 35 heures à l'Antre-Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc à 20 h 30.

**PERPIGNAN** : Dans le cadre d'une tournée organisée par l'Union régionale Sud-ouest de la F.A., réunion-débat en soirée avec Philippe Pelletier du groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste sur le thème de l'antifascisme, librairie A-infos, 2, rue Théodore Guiter, à 20 h 30.

vendredi 13 Mars

**ANGERS** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise une conférence sur la guerre d'Espagne et le mouvement révolutionnaire anarchiste à 20 h 30 à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

**TOULOUSE** : Suite de la tournée de l'Union régionale Sud-ouest, le groupe Albert-Camus organise une réunion-débat avec Philippe Pelletier (du groupe Nestor Makhno de la F.A.) sur le thème de l'antifascisme, à la F.O.L. 31 rue des Amidonniers, à 20 h 30.

samedi 14 Mars

**CHELLES (77)** : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Serge Halimi, auteur des « Nouveaux chiens de garde » à 20 h 30, 1 bis, rue Emilie.

mercredi 18 mars

**NICE** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise la projection de la vidéo « Autour du service national » réalisée par l'Association pour la promotion de l'objection de conscience, suivra un débat sur l'antimilitarisme aujourd'hui, à 19 h 30 à l'amphi 69, à la fac de lettres.

vendredi 20 mars

**ANGERS** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise la projection du film « Un Autre Futur » suivie d'un débat avec Aimé Marcellan, militant et scénariste du film, à 20 h 30 à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

**CLERMONT-FERRAND** : Réunion publique sur « Bonaventure, un autre école », organisée par la CNT-AIT à 20 h 30, salle 9 de l'ancien Lycée Blaise Pascal, 3, rue Maréchal Joffre.

**MONTPELLIER** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise la projection d'un documentaire sur la campagne de Bill Clinton suivie d'un débat sur les anarchistes et les élections à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc à 20 h 30.

lundi 23 mars

**NANTES** : Réunion publique organisée par le groupe de la Fédération anarchiste « Antifascisme et anarchisme » avec Ronald Creagh à 20 h 30 au Local, 16 rue Sanlecque.

mardi 24 mars

**QUIMPER** : Réunion publique organisée par le groupe libertaire « Antifascisme et anarchisme » avec Ronald Creagh à 20 heures, Halles Saint-François.

mercredi 25 mars

**VANNES** : Réunion publique organisée par le groupe René Lochu de la F.A. « Antifascisme et anarchisme » avec Ronald Creagh à 20 h 30, Palais des Arts.